

Les syndicats et les livraisons d'armes à l'Ukraine

24 février 2022 – septembre 2024

Martin Gallié, professeur
Département des sciences juridiques
Université du Québec à Montréal

Les syndicats et les livraisons d'armes à l'Ukraine

Février 2022 – septembre 2024

Martin Gallié, professeur
Département des sciences juridiques
Université du Québec à Montréal

RAPPORT DE RECHERCHE

Octobre 2024

Rédaction

Martin Gallié, professeur

Département des sciences juridiques – Université du Québec à Montréal (UQAM)

Membre du Réseau européen de solidarité avec l'Ukraine (RESU/ENSU)

Illustrations

En couverture

War against workers, Katya Gritseva

Sources

Katya Gritseva : [Éditions syllepse](#) (avec l'autorisation de l'artiste)

Wiktor Pilipczuk, Grupa Projektor et Tania Yakunova : [Neighbours Art](#)

Alain Le Querrec : [Day Kyiv](#) (avec l'autorisation de l'artiste)

Paweł Jońca : [paweljonca.com](#) (avec l'autorisation de l'artiste)

Vlada Borovyk-Samolevska, Daria Filippova, Oleg Gryshchenko, Anna Ivanenko, Mari Kinovych, Kostya Martsenkivsky, Jenya Polosina, Romana Ruban, Anna Sarvira, Oleksandr Shatokhin et Alona Shostko : [Support Ukraine](#)

Graphisme

Éliza Lefebvre-Breton, Université du Québec à Montréal

Pour citer ce document

Martin Gallié, *Les syndicats et les livraisons d'armes à l'Ukraine (24 février 2022, septembre 2024)*, Archipel, UQAM, 2024.

*L'expérience du passé a montré qu'une attitude
dédaigneuse envers l'alliance fraternelle
qui doit exister entre les ouvriers des divers pays
et les inciter à se soutenir fermement les uns
les autres dans leur lutte de libération est punie par
une défaite générale de leurs efforts isolés.*

– Karl Marx

Texte inaugural, Adresse à l'Association
internationale des travailleurs, 1864



© Alona Shostko

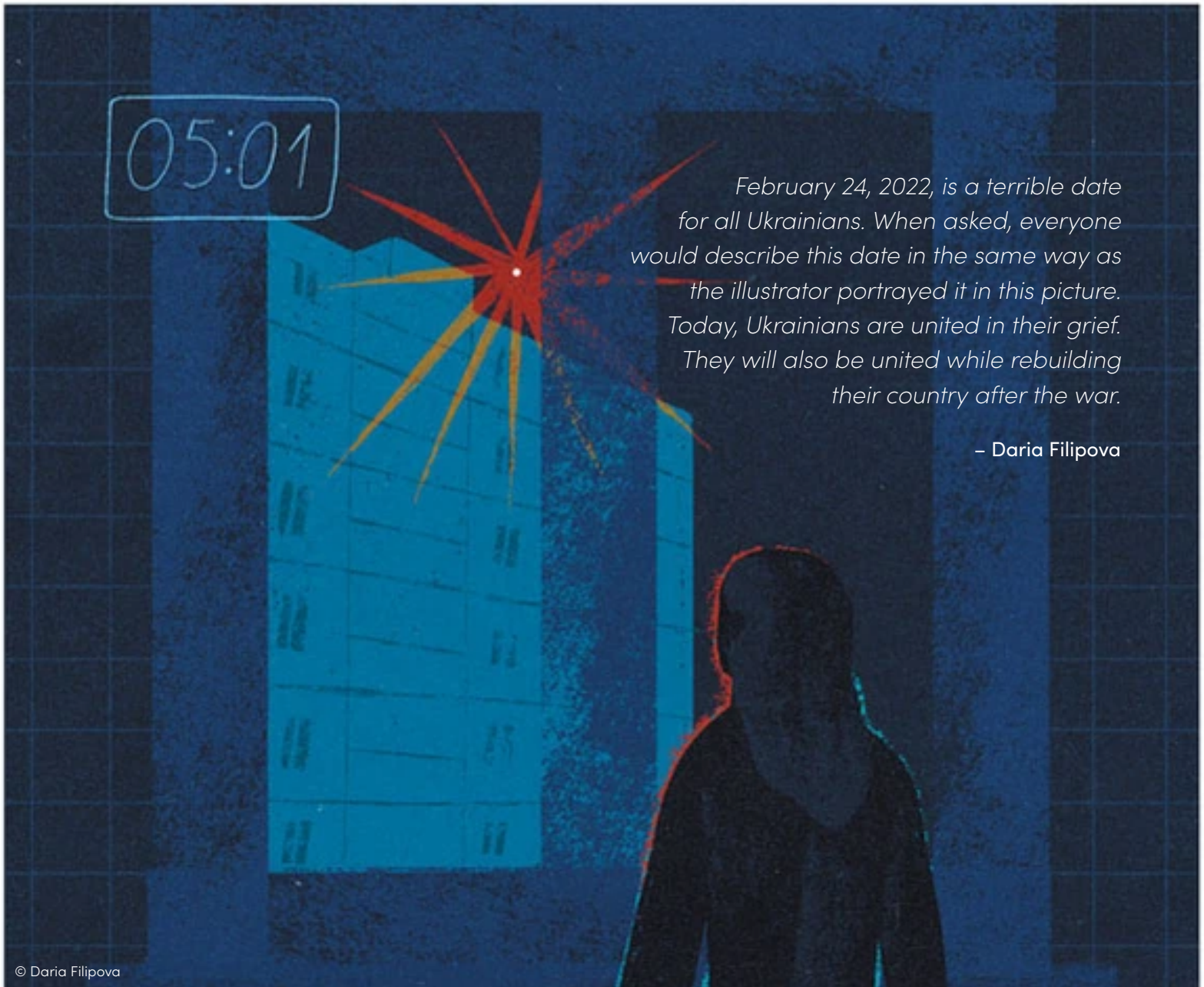
Résumé

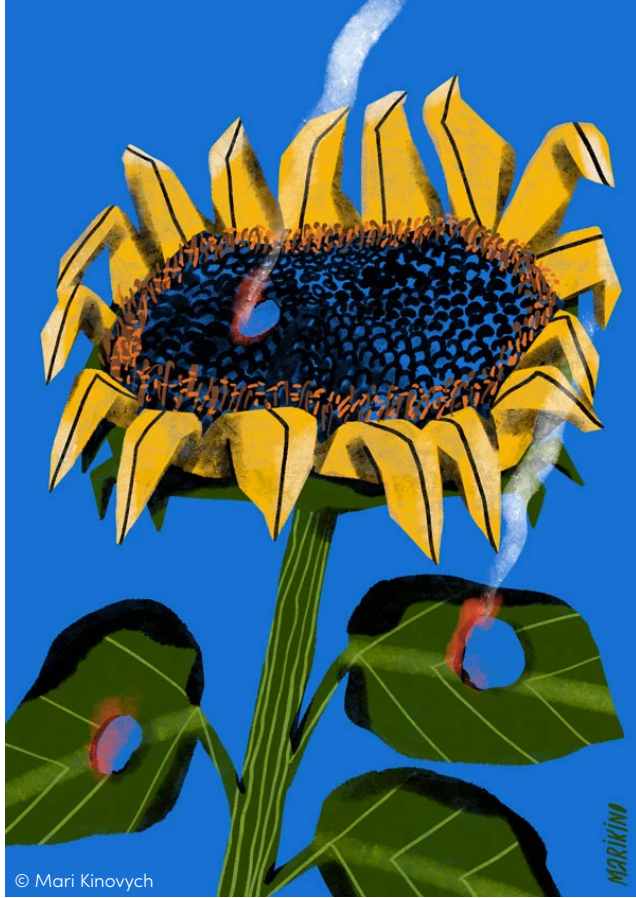
Dans un contexte où la gauche qui se réclame du mouvement ouvrier se fracture sur la question des livraisons d'armes à l'Ukraine, ce rapport souhaite documenter une question délaissée : les prises de positions et les actions des organisations syndicales sur le sujet. Il s'agit là d'un enjeu important, tant pour les travailleurs et les travailleuses directement concerné-es par les livraisons d'armes, que pour le mouvement ouvrier international. Le pacifisme et la solidarité armée sont par définition incompatibles. Ces prises de positions renvoient donc à des conceptions radicalement opposées de la solidarité ouvrière, de l'internationalisme.

En compilant et en présentant les principaux débats disponibles sur le sujet depuis l'invasion à grande échelle de l'Ukraine en février 2022 par l'armée Russe, ce sont notamment les contradictions et les pistes de réflexion qui ressortent au sein des organisations syndicales que ce rapport souhaite contribuer à identifier et documenter.

Table des matières

Introduction	7
I. Une revendication passée sous silence	10
II. L'opposition aux livraisons d'armes	13
III. Le soutien aux livraisons d'armes	15
IV. Articuler soutien armé, désarmement et critique de l'OTAN	17
Une articulation impossible ?	17
Une question secondaire pour les syndicalistes ukrainien·nes	18
Les débats lors des Trade Union Congress britanniques de 2022 et 2023	21
Les tentatives syndicales d'articulation	23





© Mari Kinovych

Introduction

The biggest damage Ukraine gets from air and missile strikes of russian army. Only with the support of Europe, it is possible to protect the Ukrainian sky and save hundreds of innocent lives.

– Mari Kinovych

Les guerres sont rarement des sujets de discussion au sein des organisations syndicales, à moins qu'elles ne les concernent directement ou qu'elles aient des répercussions sur l'emploi, en raison d'un accroissement des budgets militaires, notamment¹.

Certes, les confédérations internationales et des syndicats adoptent régulièrement des déclarations ou des communiqués de presse pour afficher leur solidarité ou pour dénoncer tel ou tel conflit armé. Mais il est rare que l'engagement syndical aille au-delà de ces déclarations de principes ou d'une aide humanitaire plus ou moins ponctuelle. Les prises de position sur la nécessité d'apporter un soutien armé à des travailleurs et des travailleuses en guerre et les actions menées à cette fin (pour appuyer ou bloquer les livraisons d'armes, favoriser ou réduire la production, grèves de solidarité ou boycotts, ralentissement de production, actes de sabotage etc.) semblent rares et restent largement à être documentées. Comme le souligne Édouard Sill « l'internationalisme en acte [...] demeure un sujet non pas en friche, mais pratiquement vierge »². Et en ce sens force est de constater qu'à l'exception des brigades internationales pendant la guerre civile espagnole, les données sur la solidarité armée internationale, sur les actions

du mouvement ouvrier concernant les livraisons d'armes sont difficiles d'accès et n'ont jamais été l'objet d'étude globale³.

Le peu d'études sur le sujet surprend à plus d'un titre. Tout d'abord, pour les travailleurs et les travailleuses en guerre, le positionnement du prolétariat international sur les livraisons d'armes est une question décisive militairement et donc vitale, en ce qu'il contribue à déterminer très concrètement les actions des classes dirigeantes en matière d'intervention armée⁴. Ensuite, ce silence sur la question des armes peut sembler curieux au regard de la place qu'occupent les brigades internationales de la guerre civile espagnole dans l'imaginaire collectif quand il est question de solidarité ouvrière internationale. Cette mobilisation exceptionnelle, la prise des armes par des dizaines de milliers de travailleurs et travailleuses du monde entier en solidarité avec la démocratie espagnole reste un événement mythique et une pratique de référence dans l'histoire de l'internationalisme ouvrier. Enfin, ce silence étonne alors que les livraisons d'armes est une question qui divise toujours très fortement la classe ouvrière internationale. De fait, les prises de position sur les livraisons d'armes dans ces conflits renvoient – très concrètement – à des conceptions

nécessairement opposées, irréconciliables, de la solidarité internationale, de l'internationalisme. Le pacifisme et le soutien armé à l'un des belligérants sont par définition incompatibles. La guerre en Ukraine et les débats sur la solidarité armée sont peut être à cet égard exemplaire.

En effet, du côté ukrainien non-occupé⁵, il n'y a aucun débat sur le sujet. À de multiples reprises et de manière continue, les principaux syndicats Ukrainiens ont réclamé de leurs camarades hors Ukraine qu'ils fassent pression sur leurs gouvernements respectifs afin d'obtenir davantage d'armes et qu'ils bloquent les livraisons d'armes à la Russie⁶. Cette revendication ne provient pas seulement des grandes centrales syndicales ukrainiennes mais également de multiples organisations de travailleurs et de travailleuses, anarchistes, socialistes, féministes, LGBTQI+ ou écologistes⁷. Bref, sur la question précise des livraisons d'armes, le mouvement social ukrainien au sens large est unanime ou quasi-unanime⁸. La résistance ou la défaite militaire face à l'agression Russe ne sont pas synonymes. La défaite c'est l'assurance d'un recul des droits civils, politiques et syndicaux des travailleurs et des travailleuses. La résistance à l'invasion et la colonisation c'est minimalement, du point de vue syndical, de la lutte de classe, de la lutte féministe ou LGBTQI+, l'espoir de pouvoir continuer à lutter contre le patronat, le sexisme et les attaques frontales du gouvernement Zelensky contre le droit du travail, les protections sociales et les biens publics⁹. Le mouvement syndical ukrainien se saisit donc de la question des armes et affirme que la solidarité ouvrière internationale est indispensable et qu'elle doit se matérialiser par un soutien aux livraisons d'armes.

Or au niveau international, cette revendication divise profondément la gauche radicale¹⁰. Au nom de la désescalade, du pacifisme, du désarmement, de la lutte contre l'impérialisme étatsunien et de l'OTAN, de la promotion d'un « monde multipolaire »¹¹, de la défense des priorités ou des intérêts syndicaux nationaux (lutte contre l'inflation, protection de l'emploi, contre l'augmentation du coût du chauffage ou des produits de première nécessité etc.) de nombreux partis politiques à la gauche de l'échiquier politique refusent d'appuyer ou même de simplement relayer cette revendication de la classe

In my work, I incorporated the 'Menorah Grotesk' font by a Ukrainian designer Ivan Tsanko. I created the poster on the night of February 28 while simultaneously following Ivan's lives on Instagram. While I was safe at home, he was hiding in a basement, preparing Molotov cocktails. I felt powerless. I hoped that he would wake up the next day, see my poster, and feel the support of another designer – his neighbour.

– Wiktor Pilipczuk



ouvrière ukrainienne. Seule une minorité d'organisations de la gauche radicale défend la nécessité d'offrir un soutien armé à la résistance ukrainienne au nom de la solidarité, du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et de l'internationalisme.

Ces divisions, qui marqueront durablement la gauche radicale, sont désormais bien documentées¹². Ce qui l'est moins en revanche, ce sont les prises de position du mouvement syndical, hors Ukraine, en particulier. C'est ce que ce texte souhaiterait documenter, dans la continuité d'un premier rapport consacré aux prises de positions du mouvement social ukrainien sur la résistance armée à l'agression Russe¹³.

Nous montrerons que les déclarations syndicales hors Ukraine sur le soutien armé sont rares, au point que les revendications du mouvement ouvrier ukrainien sur le sujet sont largement ignorées par les organisations syndicales, tant au niveau syndical international que national (1). De surcroît, une minorité des syndicats nationaux ont clairement pris position contre les livraisons d'armes et certains ont mené des opérations de blocages des armes à destination de l'Ukraine. Ici, la revendication des syndicats ukrainiens est non seulement ignorée mais dénoncée et méprisée au nom d'intérêts présentés comme « supérieurs » à la solidarité internationale, comme la lutte contre l'impérialisme étatsunien, le pacifisme et la défense de la classe ouvrière nationale

principalement (2). Seuls de rares syndicats ont explicitement pris position en faveur des livraisons d'armes, relaient cette revendication et apportent parfois un soutien qui permet de financer des drones, des gilets parballes, des ambulances blindées notamment, au nom du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et de la solidarité ouvrière internationale (3). Là encore cependant, les rares débats disponibles au sein des organisations syndicales, comme ceux qui ont eu lieu lors des Trade Union Congress au Royaume-Uni en 2022 et 2023, révèlent que ce soutien à la résistance armée peut parfois être justifié au nom d'intérêts nationaux, comme la défense de l'emploi dans l'industrie de l'armement ou de l'OTAN (4). Mais ces débats syndicaux mettent surtout en lumière le fait que la classe ouvrière ne sait rien ou presque sur la question des armes, de leur production, de leur condition de production ou de leur destination. Une telle ignorance favorise alors les manipulations, les instrumentalisation, les mensonges comme ceux visant à faire croire que le soutien armé à l'Ukraine est la cause du réarmement, de l'inflation, des coûts de l'énergie, de l'augmentation du prix du chauffage etc. Mais dans le même temps, ces trop rares débats syndicaux favorisent aussi une prise de conscience par le mouvement ouvrier de l'urgence à se saisir de questions longtemps délaissées, comme celle de la sécurité collective des travailleurs et des travailleuses et de la nationalisation de l'industrie de l'armement, notamment.



© Protest, Tania Yakunova



PUT OUT

© Puf ouf, Alain Le Quemec

L'invasion de l'Ukraine par la Russie a suscité, dans un premier temps à tout le moins, une vague de condamnations et un élan de solidarité exceptionnels, peut-être sans précédent dans l'histoire du mouvement syndical international¹⁴. Il s'agit certainement d'actions « symptomatiques d'une indignation à géométrie variable »¹⁵ - comme le dénoncent à juste titre de nombreux militant-es, y compris ukrainien-nes¹⁶, qui pointent l'occultation de nombreux autres conflits dans le monde. Mais ces actions doivent dans tous les cas être documentées.

Nombre de syndicats, tout particulièrement en occident, ont en effet pris position pour exprimer leur solidarité avec le peuple ukrainien et cette solidarité n'a pas seulement pris la forme de déclarations de principes. Elle s'est également manifestée par une importante activité syndicale qui s'est principalement structurée autour de l'accueil des réfugié-es et d'une aide financière et humanitaire¹⁷. Des convois à destination des syndicalistes ukrainiens, des rencontres syndicales conjointes etc. ont par ailleurs été organisés¹⁸.

I. Une revendication passée sous silence

En dépit de ce mouvement syndical de solidarité, rares sont les organisations hors Ukraine à avoir pris ouvertement position sur la question centrale du soutien armé, que ce soit pour ou contre. Cette revendication du mouvement social ukrainien est largement absente des discussions, du répertoire d'action du mouvement syndical hors Ukraine et à peine relayée, comme si le mouvement syndical était solidaire, mais de manière strictement philanthropique ou humanitaire. Comme si la question de la solidarité armée n'était pas une question syndicale.

En ce sens, les principales confédérations syndicales internationales ont certes dénoncé l'agression Russe. C'est par exemple le cas de la *Confédération syndicale internationale* (CSI) et des *Confédération syndicales régionales européenne* (CSE)¹⁹, d'Asie²⁰, d'Afrique²¹ ou d'Amérique du Sud²². Et même si les termes utilisés pour dénoncer l'agression varient grandement selon les Confédérations, force est de constater que les représentants des travailleurs et des travailleuses du monde entier sont beaucoup moins

complaisants avec le régime de Poutine que les représentants étatiques²³. Il est donc difficile d'affirmer, comme l'ont fait de nombreux commentateurs en compilant les votes des États à l'ONU, que plus de la moitié de l'humanité refuse de condamner l'agression Russe²⁴. Même la *Fédération syndicale mondiale* (FSM), héritière du syndicalisme stalinien et qui compte parmi ses membres de fidèles soutiens aux autocrates Biélorusses et Syriens²⁵, alliés de la Russie, a elle aussi – timidement et en mettant l'accent sur la responsabilité des États-Unis et de l'OTAN dans le déclenchement de la guerre – condamné l'agression.

Mais aucune de ces organisations n'a explicitement pris position en faveur du soutien armé et des livraisons d'armes. Et en pratique toutes se révèlent réticentes, voire opposées, à appuyer ouvertement les livraisons d'armes. Même la CSE et la CSI qui sont parmi les confédérations les plus critiques à l'égard de l'agression russe ne se prononcent pas. À titre d'exemple, le Rapport sur *Les syndicats comme acteur de paix* adopté par le Congrès mondial de la CSI, tenu en novembre 2022 à Melbourne, traite du désarmement et de l'interdiction des armes nucléaires²⁶. Il ne dit pas un mot des revendications syndicales ukrainiennes en matière d'armement, six mois après le début de l'invasion à grande échelle²⁷. La CSE a quant à elle appelé à l'adoption de sanctions, à soutenir les actions contre les entreprises européennes présentes en Russie²⁸, au retrait des troupes russes de tout le territoire ukrainien²⁹ mais ne s'est jamais prononcée sur les livraisons d'armes. Enfin, le Congrès d'avril 2022 du *Réseau syndical international de solidarité et de luttes* (RSISL)³⁰, dont l'exécutif avait très tôt signé un appel en faveur du « soutien à la résistance (armée et non armée) du peuple ukrainien dans sa diversité en défense de son droit à l'autodétermination »³¹ amende le texte pour en supprimer la mention au « soutien à la résistance (armée et non armée) » et lui substituer une invitation des membres à répondre « aux besoins exprimés par nos camarades syndicalistes des pays concernés », selon les possibilités³².

Quant à la FSM, à peine un mois après avoir condamné l'agression Russe, elle a clairement pris position contre les syndicats ukrainiens et décidé de relayer les actions de blocages de livraisons d'armes à destination de l'Ukraine, organisées par des syndicats italiens et grecs. Et, en mai 2022, lors du Congrès le secrétaire général de la FSM, Georges Mavrikos, dénonce dans ses « thèses » l'OTAN et les néonazis ukrainiens qui veulent « affaiblir la Russie »³³.

Au niveau des syndicats nationaux, le silence est également largement de mise. Aucun des communiqués publiés par les principales centrales syndicales Allemandes³⁴, Françaises³⁵, États-uniennes³⁶, Canadiennes³⁷, Québécoises³⁸, Nord-Irlandaises³⁹ etc. ne relaie la revendication d'accroître les livraisons d'armes portée par les syndicats ukrainiens. Les organisations syndicales sud-américaines refusent de se prononcer⁴⁰. Comme nous le verrons, le *Trade Union Congress* britannique qui adopte en octobre 2022, à une très courte majorité, une résolution appuyant les livraisons d'armes à la résistance ukrainienne fait alors figure d'exception⁴¹.

Faute de sources publiquement disponibles qui nous renseigneraient sur le contenu des débats internes aux organisations syndicales concernant la position à adopter vis-à-vis de la revendication des syndicats ukrainiens, on ne peut que s'en tenir à des hypothèses fondées sur la documentation accessible au tout venant, pour tenter de comprendre ce silence.

D'abord, la question des livraisons d'armes appartient au registre des questions dites de « politique étrangère », registre qui est globalement rarement discuté au niveau des bases syndicales. Seuls les exécutifs syndicaux s'en saisiraient. Au sujet des syndicats états-uniens, Dan La Botz explique ainsi que :

« [I]es organisations syndicales nationales et locales discutent rarement des questions de politique étrangère, sauf si elles ont un impact direct sur l'emploi, comme dans les industries de l'armement. Il est rare que les sections syndicales à la base s'emparent des questions de politique étrangère »⁴².

Une deuxième hypothèse renvoie au risque anticipé de se diviser sur une question qui semble *a priori* éloignée des préoccupations immédiates des travailleurs et des travailleuses. C'est l'analyse que fait Christian Mahieux en juin 2022 du retrait de l'appui à « la résistance (armée et non armée) » de la plate-forme revendicative du Réseau syndical international de solidarité et de luttes (RSISL). Ce retrait serait le résultat d'un compromis, conclu pour « éviter la division » entre les syndicats membres, notamment avec ceux d'Amérique latine, particulièrement marqués par l'impérialisme étatsunien⁴³. C'est également l'analyse qui semble pouvoir être dégagée du compte-rendu d'une rencontre intersyndicale organisée en France, en juin 2022 : si la question des armes divise le mouvement, il y a, pour le moment, unanimité ou presque sur la nécessité d'apporter une aide humanitaire aux travailleurs et

travailleuses ukrainien.nes. Quelques interventions reprises dans le compte-rendu de cette dernière réunion ouvrent cependant sur une autre piste explicative qui pose centralement la question du répertoire de l'action syndicale en temps de guerre : un sentiment d'impuissance lié à l'absence de toute forme de contrôle. Ainsi, la « discussion sur les armes peut, du point de vue de ces réalités syndicales sembler vaine, « car des armes, on n'en a pas » »⁴⁴.

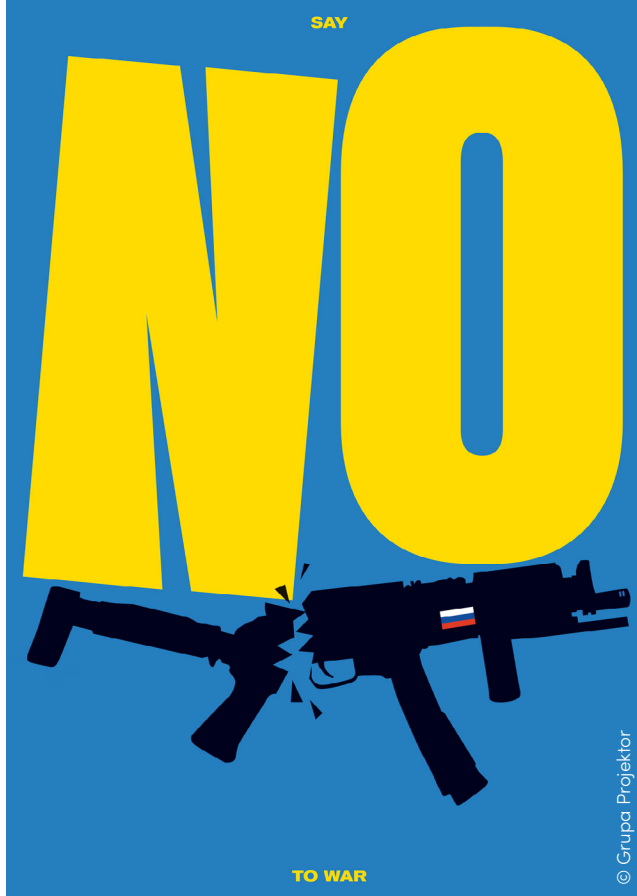
Mais globalement, à la suite à de Bernard Dréano, force est de constater la passivité ou l'indifférence des forces progressistes hors Ukraine vis-à-vis du mouvement social ukrainien, de leurs revendications et de leur attentes et priorités concrètes en matière de solidarité internationale, à savoir un soutien armé⁴⁵.



© Mariupol, Katya Gritseva



45,000 MARIUPOL RESIDENTS WERE
FORCIBLY DEPORTED BY RUSSIA



II. L'opposition aux livraisons d'armes

Parmi les syndicats qui, sans craindre de diviser le mouvement internationaliste, ont clairement pris position contre les livraisons d'armes⁴⁶, certains s'opposent frontalement et sans vergogne au mouvement ouvrier ukrainien. Sans vergogne car, à de rares exceptions près⁴⁷, cette opposition s'exprime au nom d'une solidarité qui ne répond à aucune demande qui aurait été formulée depuis l'Ukraine par quelque organisation que ce soit. Tout bien pesé, s'opposer aux livraisons d'armes s'imposerait pour épargner à la classe ouvrière comme aux civils ukrainiens des souffrances que l'on s'autorise à estimer et à mesurer du dehors⁴⁸, sans les consulter. Cette opposition est ainsi justifiée au nom d'une mission syndicale supérieure aux intérêts des ukrainien-es mais pour leur bien (pacifisme, désarmement, lutte contre l'OTAN etc.), ce qui n'est pas sans rappeler la rhétorique coloniale.

Si le syndicat des métallos allemands *IG Metall* « s'oppose aux livraisons d'armes dans cette région en conflit », c'est que « la guerre n'est pas la solution »⁴⁹. Dans son premier communiqué du 25 février, la CGT française se prononce pour « l'arrêt des menaces et des livraisons d'armes à toutes les parties »⁵⁰. Le 11 mai, elle « exige de la France qu'elle

mette tout en œuvre pour mettre fin aux tueries en commençant par l'arrêt des livraisons d'armes aux belligérants »⁵¹. Même position du côté de syndicalistes québécois⁵², britanniques⁵³ et de centrales syndicales italiennes⁵⁴, comme la *Confédération générale italienne* (CGIL) qui souhaite construire « des ponts et la solidarité entre les peuples avec la démocratie, les droits, la paix. Sans armes, sans violence, sans guerre ! »⁵⁵. Ces syndicalistes pacifistes ne nous précisent cependant pas avec quelles organisations ukrainiennes, ils entendent construire des ponts.

Quelques syndicats joignent la parole aux actes. En avril 2022, le journal *Le Monde Diplomatique* – dont on peine à trouver dans ses colonnes des traces des revendications des travailleurs et travailleuses ukrainien-nes et dont le positionnement campiste a été dénoncé par plusieurs⁵⁶ – renseigne cet activisme anti-armement :

« Les syndicalistes de l'aéroport Galileo-Gelilei de Pise ont refusé de manutentionner le chargement d'armes pour l'Ukraine camouflé en aide humanitaire. (...) Le 31 mars, c'est au tour des dockers du port de Gênes d'observer une grève de 24 heures

pour protester contre l'utilisation de ce port pour le transfert d'armes. Début avril, des employés de l'entreprise ferroviaire privatisée grecque ont refusé d'opérer un transfert d'armes pour le compte de l'OTAN, soutenus par une douzaine de syndicats »⁵⁷.

D'autres actions ont été menées en Allemagne où le syndicat *Ver.di* a appelé à s'opposer à l'envoi d'armes depuis le port d'Hambourg⁵⁸. Des membres de l'*International Longshore and Warehouse Union*, plus grand syndicat des dockers nord-américain, ont appelé à bloquer les livraisons d'armes, contre l'avis de leur exécutif syndical⁵⁹. Pour eux, la lutte syndicale doit s'organiser contre la « guerre en Ukraine provoquée par l'agression des États-Unis et de l'OTAN »⁶⁰.

Aux narratifs pacifistes, de lutte contre l'impérialisme de l'OTAN et de « protection » du peuple ukrainien contre ce même impérialisme, qui structurent l'argumentaire contre le soutien armé à l'Ukraine, s'ajoute par ailleurs un discours clairement chauvin : la priorité à accorder aux préoccupations nationales et aux salariés nationaux dans l'action syndicale.

À titre d'exemple, la CGT française met en balance le soutien à l'Ukraine et les préoccupations des salariés, des retraités et des chômeurs en France :

« [c]'est avant tout un conflit impérialiste notamment avec le rôle de l'OTAN pour la maîtrise des ressources naturelles, de voies de communication stratégiques et de zones d'influence géopolitique... Il précipite les pays dans une spirale pouvant entraîner une généralisation de la guerre en Europe et au-delà (...) L'augmentation des salaires, des pensions, des prestations sociales sont au premier rang des préoccupations des salariés actifs, retraités et privés d'emploi »⁶¹.

Le communiqué signé par des syndicats grecs de cheminots de Thessalonique explicite quant à lui son opposition au transport d'« un arsenal américano-OTANien » sur le territoire grec en mettant en opposition les besoins de la population locale et les livraisons d'armes à destination de l'Ukraine :

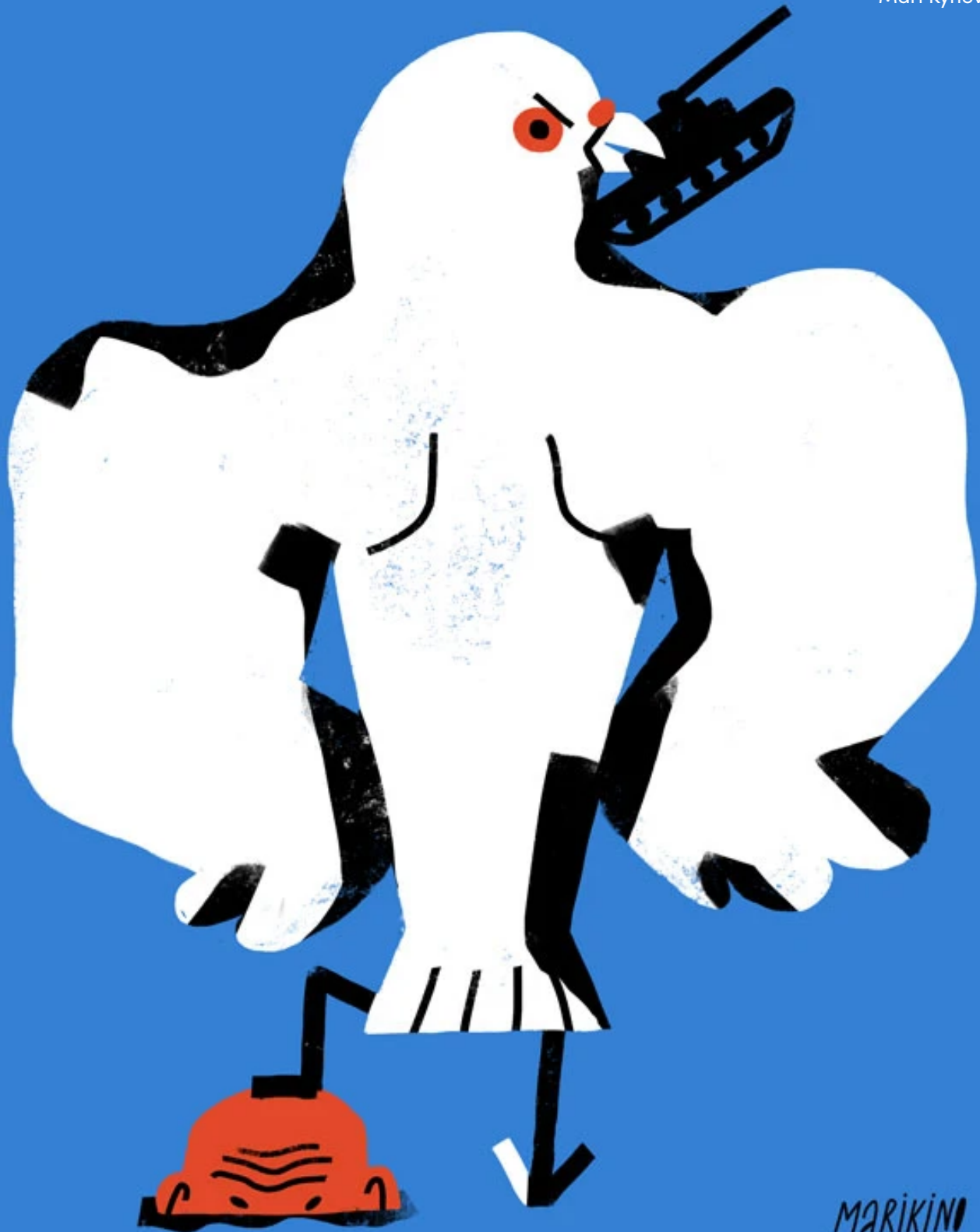
« [Nous refusons toute] implication de notre pays dans la guerre en Ukraine qui a lieu au profit de quelques-uns et aux dépens du peuple. En particulier, nous exigeons que les chemins de fers ne servent pas à transporter un arsenal américano-OTANien vers les pays voisins (...) Nous, les cheminots, œuvrons pour offrir un transport abordable et de qualité aux populations et pour le transport de marchandises pouvant être utilisées pour répondre à leurs besoins, non pour participer à l'implication du pays dans des projets dangereux pour les populations, en transportant du matériel de l'OTAN vers des zones proches de l'Ukraine (...) Nous ne serons pas complices du passage de la machine de guerre sur le territoire de notre pays »⁶².

Dans le même sens, c'est avec les mots d'ordre « l'argent pour les salaires, pas pour la guerre », « Baissez vos armes, augmentez vos salaires »⁶³ que l'*Unione Sindacale di Base* (USB) en Italie, défend les blocages à l'aéroport de Pise le 19 mars, dans le port de Gênes le 31 mars⁶⁴, s'investit dans le mouvement de grève italien du 21 mai 2022 et dans la manifestation syndicale du 3 décembre 2022 contre les livraisons d'armes de l'OTAN⁶⁵.

Cette opposition syndicale au soutien armé entre ainsi en contradiction frontale avec les revendications du mouvement ouvrier ukrainien. Et ces appels syndicaux à bloquer les livraisons d'armes sont alors violemment dénoncés par les intéressé-es comme du « défaitisme », des injonctions claires faites au peuple ukrainien à se soumettre à l'impérialisme Russe, à se laisser coloniser et à prioriser une lutte contre le patronat sur leurs propres conditions de travail. Des militant-es ukrainien-nes dénoncent alors cette posture extérieure comme une « arrogante recommandation de capitulation et de « résistance sociale »⁶⁶ et une négation des luttes sociales menées, en pleine guerre, contre la politique néolibérale du Gouvernement de Zelensky⁶⁷. Un militant de l'organisation *Mouvement social* en Ukraine n'hésite pas à dénoncer « le suprématisme occidental » et le « chauvinisme » derrière cette posture qui nie au peuple ukrainien le droit à être « un sujet agissant » et qui mine la construction de solidarités ouvrières internationales⁶⁸.

« Kindness should have the fists » is a famous saying, and now everyone understands its relevance. It is impossible to restrain the aggressor only with words he has long been not afraid of and does not listen to. Justice, freedom and peace must be protected from terrorist states. Russian Federation is today such a terrorist state.

– Mari Kynovych



MARIKINO



Rares sont les syndicats hors Ukraine qui ont pris fait et cause pour un soutien à la résistance armée ukrainienne et plus rares encore sont ceux qui ont menés des actions à cette fin.

Parmi ces prises de positions et ces actions, celles de syndicats Biélorusses sont à remarquer compte-tenu des risques encourus. Le 25 février, le BKDP, le Congrès des syndicats démocratiques de Biélorussie fait part de son entière solidarité avec le peuple ukrainien et s'excuse au nom des travailleurs et des travailleuses de l'appui des autorités Biélorusses à l'invasion Russe⁶⁹. Le 29 mars 2022, le président du BKDP appelle à l'organisation collective d'un mouvement syndical d'opposition à l'invasion russe :

« Exigez sur vos lieux de travail, au nom des collectifs de travail : non à la guerre, non à la participation de la Biélorussie à celle-ci ! Exigez l'interdiction d'envoyer des troupes biélorusses en Ukraine, exigez le retrait des troupes russes de notre pays ! Faisons-le maintenant, faisons-le aujourd'hui ! Parce que demain, il sera tard ! Parce que demain pour les Biélorusses ne viendra peut-être jamais ! »⁷⁰.

Ces appels s'accompagnent d'actions de sabotage visant à ralentir sinon à bloquer les mouvements de troupes Russes. Des cheminots, d'anciens membres des forces de sécurité, des pirates informatiques biélorusses y participent ou y auraient participé⁷¹. Très rapidement cependant, le mouvement est

III. Le soutien aux livraisons d'armes

ciblé par ce qui est qualifié par certains comme « [l]a plus grande attaque anti-syndicale du siècle en Europe »⁷².

Plus à l'Ouest, le « soutien armé et non armé » à la résistance ukrainienne est défendu par quelques organisations relativement isolées en France⁷³, en Espagne ou au Royaume-Uni par exemple⁷⁴. De rares syndicats européens ont ainsi intégrés le *Réseau Européen Solidarity Ukraine* (RESU/ENSU), une organisation qui regroupe les principaux soutiens syndicaux à la résistance ukrainienne⁷⁵. Dans le même sens, aux États-Unis, des syndicalistes se sont regroupés au sein d'un *Réseau de soutien à l'Ukraine*⁷⁶.

Enfin, en ce qui concerne les actions menées des syndicats de dockers en Suède, en Angleterre, au Pays-Bas ou aux États-Unis ont appelé à empêcher les déchargements de cargos en provenance de Russie, sans que l'on sache toujours s'il s'agit d'armes ou d'autres choses⁷⁷.

Ces différentes organisations soutiennent la résistance armée au nom du « droit à l'auto-détermination »⁷⁸, un droit dont la défense constitue un « devoir du mouvement syndical », « une nécessité vitale »⁷⁹. À ceux qui défendent un pacifisme abstrait, elles opposent le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et la nécessité de lutter contre les colonisateurs et les agresseurs⁸⁰. Aux appels à la « paix négociée », elles répondent qu'il ne peut y avoir de négociation si les ukrainien-es sont écrasé-es, ce qui serait nécessairement le cas

en l'absence de soutien armé. À titre d'exemple, parmi les communiqués adoptés en faveur des livraisons d'armes, on peut mentionner celui de la Fédération de Sud-Rail en France qui, dès le 9 mars 2022 se prononce contre « la paix négociée » et en faveur du soutien militaire à la résistance ukrainienne :

« [N]ous ne pouvons pas avancer comme mot d'ordre « La paix négociée ». (...) Soutenir la résistance en Ukraine et les désobéissances en Russie sont des impératifs aujourd'hui, car on ne construira pas la paix dans le monde si la résistance ukrainienne est écrasée. (...) »⁸¹.

On doit également souligner le soutien très clair exprimé par le Trade Union Congress (TUC – plus de 5 millions de membres) à deux reprises, en 2022 et 2023⁸². Lors du dernier congrès, les membres du TUC rappellent les demandes des syndicats ukrainiens à une aide « matérielle, y compris les moyens d'autodéfense » et souligne l'importance historique d'un tel soutien :

« 4. la fière histoire de solidarité du TUC avec les victimes d'agressions fascistes et impérialistes, y compris son soutien en armes à la République espagnole. En tant que syndicalistes, nous sommes intrinsèquement anti-impérialistes et notre tâche consiste à combattre l'impérialisme et la tyrannie à chaque occasion. Nous reconnaissons qu'une victoire de Poutine en Ukraine sera un succès pour les politiques autoritaires réactionnaires dans le monde entier »⁸³.

Ces prises de position du TUC font notamment suite à la mobilisation du *Public and Commercial Services Union Conference (PCS)*, une fédération qui regroupe près de 200 000 membres et qui dès le 25 mai 2022 a pris position et mis de l'avant le droit à l'autodétermination des ukrainien.nes et la nécessité de faire entendre une voix syndicale :

« qu'il est important de faire partager leur point de vue sur le droit à l'autodétermination (...) et que le devoir du mouvement syndical est d'assurer une

solidarité distincte et de créer des liens avec les syndicats, d'exiger une aide à la reconstruction de l'Ukraine, d'exiger l'ouverture de nos frontières aux réfugiés ukrainiens et le droit de l'Ukraine à recevoir des armes si elle en a besoin – et c'est le cas – pour résister à l'invasion Russe »⁸⁴.

Bref, le devoir de solidarité du mouvement syndical se voit ici opposé au pacifisme idéaliste et au final capitulard mis de l'avant par nombre de syndicats occidentaux qui sont soit silencieux, soit opposés aux livraisons d'armes. Comme le souligne un communiqué d'un syndicat français (FSU-Allier) supprimer les guerres, suppose d'« apprendre à les supprimer » ce qui exige « que les envahisseurs impérialistes, colonialistes ou fascistes soient stoppés et repoussés »⁸⁵.

In the early days of the russian invasion of Ukraine, many friends and acquaintances wrote to Ukrainians asking if they were safe. It is very touching, and Ukrainians are very grateful for this. However, after such words, Ukrainians want to hear offers of help to defeat the invaders and liberate their country.

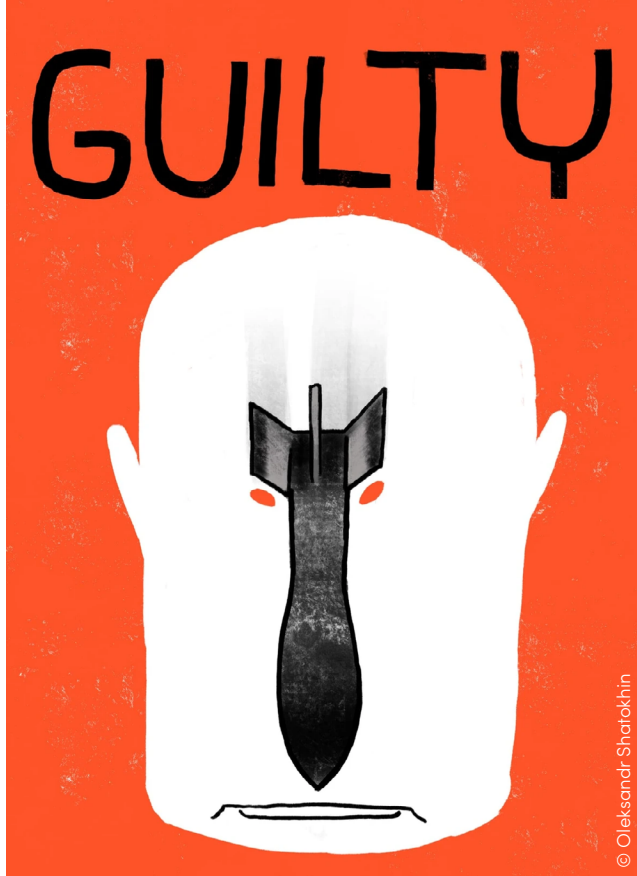
– Romana Ruban





Russian invaders are defeated in the fields of Ukraine, and while fleeing, they are leaving the tanks, sometimes wholly intact. Many memes have emerged as farmers dismantle and overhaul Russian military equipment for their own use. This only confirms the general national struggle against the invaders and the Ukrainians' good sense of humour.

– Vlada Borovyk-Samolevska



© Oleksandr Shatokhin

IV. Articuler soutien armé, désarmement et critique de l'OTAN

*The aggressors will never be able
to hide their true faces. Ukraine and
the whole democratic world
will never forgive their crimes.*

– Oleksandr Shatokhin

Pour conclure ce rapport, il faut revenir brièvement sur la délicate question de l'articulation entre soutien armé à l'Ukraine, promotion des politiques de désarmement et critique de l'OTAN. Pour les syndicats pacifistes ou qui s'opposent par diverses raisons aux livraisons d'armes, une telle articulation est tout simplement considérée comme non-crédible, voire hypocrite et par conséquent vivement critiquée (1). En Ukraine en revanche, si la question n'est pas ignorée, elle est aujourd'hui secondarisée; l'urgence est de recevoir des armes (2). On constate surtout que les débats publics et disponibles sur le sujet, hors Ukraine, sont rares. Pourtant quand la question est publiquement abordée, comme lors des Trade Union Congress (TUC) de 2022 et 2023 au Royaume-Uni, les débats révèlent qu'il s'agit d'une question centrale pour le moment ouvrier, pour les travailleurs et les travailleuses dans l'industrie de l'armement évidemment, mais plus largement pour l'avenir des luttes sociales, environnementales et internationalistes (3). On note aussi qu'au fur et à mesure que le mouvement syndical est amené à se prononcer sur la question des livraisons d'armes, la réflexion sur la sécurité collective s'affine et se politise. En particulier, la question de la production des armes, de leur condition de production, de leur destination, de leur contrôle démocratique est désormais une question à l'ordre du jour (4).

Une articulation impossible ?

Comme ailleurs, les débats syndicaux font ressortir deux arguments principaux pour s'opposer ou pour simplement refuser de relayer les appels des syndicats ukrainiens à la solidarité armée : le pacifisme d'une part et la lutte contre l'OTAN, les capitalistes et l'impérialisme étatsunien ou occidental d'autre part.

Plus précisément, pour les uns la guerre encourage la course aux armements alors que le mouvement ouvrier serait, presque par nature, pacifiste et pour le désarmement; « la guerre n'est pas la solution »⁸⁶ pour reprendre une formule d'IG Metall souvent entendue. À cet argumentaire pacifiste, se joint souvent un autre argumentaire, selon lequel la guerre ne profite qu'aux marchands d'armes, qu'aux capitalistes, au détriment des services publics nationaux et du « coût de la vie ». Il faudrait donc empêcher les livraisons d'armes pour affaiblir les capitalistes, l'OTAN, l'impérialisme étatsunien, en particulier, favoriser un réinvestissement dans les services publics et améliorer les conditions de vie des travailleurs et travailleuses, hors Ukraine.

La logique à l'œuvre est alors la suivante : l'arrêt des livraisons d'armes contraindrait le Gouver-

nement ukrainien à négocier plus rapidement et, sous-entendu le plus souvent et de manière plus ou moins hypocrite : pour le plus grand bien de la population ukrainienne elle-même et surtout du reste de la planète. La paix serait assurée, au moins temporairement précisent les plus réalistes d'entre eux et elles. Ce serait un premier pas car il faut bien commencer par une paix temporaire pour espérer une paix définitive⁸⁷. Il n'est cependant jamais précisé à quel prix pour les travailleurs et les travailleuses ukrainien·nes, russes ou d'ailleurs, la paix serait « négociée ». De même, on n'explique jamais en quoi cette paix, imposée de l'extérieure et, pour le moment, contre le souhait de l'immense majorité des travailleurs et travailleuses concerné·es, contribuerait à réduire les aspirations impérialistes de l'OTAN, de la Russie, au désarmement de la planète et au réinvestissement dans les services publics. Il s'agit là de liens implicites mais qui n'ont vraiment rien d'évident et de logique.

Dans tous les cas, pour les pacifistes et les anticapitalistes campistes, l'idée qu'il est possible d'appuyer militairement l'Ukraine, tout en dénonçant les politiques de l'OTAN et les programmes de réarmement⁸⁸, est considérée comme contradictoire et non-crédible⁸⁹ et cela suffit bien souvent pour s'opposer aux livraisons d'armes. Et concrètement, dans cette logique, le droit à l'auto-détermination, le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, les droits des ukrainien·nes sont alors mécaniquement secondarisés, ignorés ou même combattus au nom du pacifisme, de la lutte contre l'OTAN, de la défense des services publics nationaux.

Une question secondaire pour les syndicalistes ukrainien·nes

Dans le milieu syndical ukrainien, les priorités sont à l'exact opposé de ces positions pacifistes ou campistes. En ce qui concerne le désarmement tout d'abord, ce n'est tout simplement pas une question à l'ordre du jour du mouvement syndical, même s'il est certain que, comme ailleurs, les travailleurs et travailleuses ukrainien·nes préféreraient ne pas vivre avec la menace quotidienne et bien trop concrète de mourir sous une bombe nucléaire ou autre. Il est de fait très difficile d'identifier ne serait-ce

qu'un seul communiqué pacifiste provenant des principales centrales syndicales ukrainiennes ou même des groupes qui se revendiquent du mouvement ouvrier.

En ce qui concerne le rapport à l'OTAN ensuite, la question est plus compliquée et il semble y avoir eu une certaine évolution entre le début de la guerre et aujourd'hui. Pour aller à l'essentiel, la critique de l'OTAN n'apparaît plus comme une priorité dans le milieu syndical, comme dans la société ukrainienne en générale, y compris pour les militants socialistes. Pourtant, peu de temps avant le début de la guerre, les ukrainien·nes étaient encore majoritairement opposé·es à l'entrée de l'Ukraine au sein de l'OTAN. En août 2022 encore, un collectif, dont des militant·es très impliqués dans le milieu syndical ukrainien, s'opposait clairement à l'OTAN :

« Nous rejetons les programmes de réarmement récemment décidés et préparés en Europe occidentale et au sein de l'OTAN. Ceux-ci ne servent pas la victoire de la population ukrainienne dans sa lutte pour l'existence face à la Russie, mais des objectifs impérialistes à long terme dans la rivalité pour les ressources. Nous nous prononçons pour la dissolution de l'OTAN et de l'alliance militaire OTSC (Organisation du traité de sécurité collective) dominée par la Russie. En lieu et place, nous sommes favorables à la construction d'un système de sécurité démocratique et collectif »⁹⁰.

Et aujourd'hui toujours beaucoup restent très critiques et ne se font aucune illusion derrière ce soutien occidental limité, fluctuant et opportuniste. Toutefois, comme le souligne Taras Bilous, quand on est envahi, quand on vit sous les bombes, les priorités changent très vite :

« Mais je pense que les gauchistes doivent mieux comprendre que les situations peuvent changer très rapidement. Si les gauchistes continuent à blâmer l'OTAN pour l'invasion russe, ils montrent qu'ils n'ont pas compris l'évolution de la situation »⁹¹.

C'est notamment cette évolution que beaucoup en occident ne veulent pas voir et c'est cette

occultation de la volonté populaire que dénoncent de nombreux ukrainien·nes. Dès mars 2022, la sociologue Oksana Dutchak pointe la duplicité de certains à gauche ou dans le milieu syndical qui désormais évitent soigneusement de citer les sondages en Ukraine sur la question de l'OTAN :

« Les sondages en Ukraine sur l'expansion de l'OTAN ou de l'UE ont été cités par de nombreux gauchistes avant la guerre, lorsqu'une majorité était encore opposée à l'expansion. Maintenant qu'une grande majorité de la population est en faveur de l'adhésion à l'OTAN, ces sondages ne sont plus mentionnés. De nombreux gauchistes occidentaux ne citent de tels sondages que lorsque cela correspond à leur point de vue »⁹².

Plus largement et très tôt toujours, certaines organisations ouvrières Ukrainiennes, ouvertement socialistes, comme *Sotsialnyi Rukh*⁹³ ou même Russe comme *Mouvement Socialiste Russe*⁹⁴, se sont

inquiétés des critiques de l'OTAN, accusée d'avoir provoqué la guerre, occultant là encore les revendications des peuples concernés. Taras Bilous rappelle ainsi que pour beaucoup de personnes à l'Est, l'adhésion à l'OTAN est un choix murement réfléchi, délibéré et considéré comme un gage de sécurité :

« C'est également évident dans la perspective de gauche sur l'expansion de l'OTAN vers l'est dans les années 1990, qui est considérée comme un projet américain. Cela ne tient pas compte du fait que cette expansion s'est également produite sous la pression des États d'Europe de l'Est. Il ne s'agissait pas simplement d'une initiative de l'Occident, mais elle correspondait à l'intérêt de la majorité des habitants des pays d'Europe de l'Est. Cela ne signifie pas que la gauche occidentale doit soutenir l'expansion de l'OTAN à l'Est. Mais elle doit comprendre que de nombreuses personnes en Europe de l'Est considèrent l'adhésion à l'OTAN comme une garantie de sécurité »⁹⁵.



One of the first cities to stand in the way of the Russian army is Kharkiv, a historic Ukrainian city that did not surrender to the enemy. Russian occupiers launched missile and bomb attacks on the city and civilians to break the resistance. The city has suffered devastation it has not seen since World War II.

– Kostya Martsenkivsky

Bref, comme le souligne un autre militant de Mouvement social, Vitaly Dudin : « nous pensons que toute intention d'adhérer à l'OTAN ne peut justifier une invasion russe. C'est une question qui relève du débat national et de la souveraineté nationale »⁹⁶. Et ce d'autant plus, note l'historienne et militante ukrainienne Hana Perekhoda en 2023, que les travailleurs, travailleuses ou syndicats qui en Occident s'opposent à l'OTAN n'ont absolument aucune alternative à offrir aux ukrainien-nes pour garantir leur sécurité :

« Et finalement, il faut admettre que l'OTAN n'est pas à l'initiative en Europe de l'Est : ce sont les pays eux-mêmes qui veulent désespérément rejoindre l'alliance, et qui exercent une pression pour le faire. Pourquoi ? Parce que l'impérialisme russe, pour eux, est une menace bien réelle. Et surtout, ils le font parce qu'on est incapable de proposer à ces États d'autres garanties de sécurité que l'adhésion à l'OTAN »⁹⁷.

Ce n'est donc pas de gaieté de cœur que les travailleurs et travailleuses ukrainien-nes se tournent vers l'OTAN ou les États-Unis. Au contraire, ils ne cessent de demander aux syndicats occidentaux de faire « pression sur leurs gouvernements pour qu'ils mènent des politiques progressistes en Ukraine »⁹⁸. Mais pour eux et elles, c'est une question de priorités également. Il n'y a aucune équivalence entre le projet politique promu par Vladimir Poutine et les oligarques Russes et celui des membres de l'OTAN. Contrairement à certains discours hors Ukraine, l'impérialisme Russe n'est jamais envisagé comme une alternative souhaitable à l'impérialisme de l'OTAN, étatsunien ou occidental. En ce sens l'historienne Hana Perekhoda met en garde le mouvement ouvrier occidental :

« Saluer la montée en puissance des impérialismes non-occidentaux, parce qu'ils présentent une soi-disant alternative « multipolaire » à l'hégémonie occidentale serait avant tout irresponsable vis-à-vis de ceux et celles qui vont réellement vivre les conséquences de ce monde « multipolaire », dont l'émergence passe par les guerres et le renforcement des

dictatures. Je veux dire que ces personnes qui vivent tranquillement dans les pays riches et protégés par la coupole de l'OTAN ne subissent pas les conséquences de ce qu'elles défendent comme étant le « monde multipolaire ». Mais ce sont les Ukrainiens, les Syriens, les Kurdes, les Ouïgours qui paient déjà le prix de cette « multipolarité »⁹⁹.

Bref, comme le résume très clairement Taras Bilous en février 2023:

« Nous ne sommes pas des fans de l'OTAN (...) mais nous sommes désormais prêts à accepter l'assistance militaire de quiconque contre l'agression russe. En outre, nous comprenons que, grâce aux politiques de Poutine, la grande majorité des Ukrainien-nes considèrent désormais l'OTAN comme la seule structure internationale, à laquelle ils peuvent potentiellement adhérer pour garantir la sécurité de notre pays. (...) Aujourd'hui, l'Ukraine a besoin d'alliés, pas de discours sur la neutralité »¹⁰⁰.

Et force est de constater que c'est la même analyse et le même choix qu'ont très rapidement fait les travailleurs et travailleuses jusque-là très attaché-es à leur neutralité, comme les Finlandais-es puis les Suédois-es, dont les gouvernements ont rejoint l'OTAN respectivement en avril 2023 et mars 2024, sans opposition majeure du mouvement syndical et ouvrier, à notre connaissance.



Les débats lors des Trade Union Congress britanniques de 2022 et 2023

Du côté des travailleurs et travailleuses ukrainien-nes, l'urgence n'est donc pas à la critique des politiques de réarmement et de l'OTAN. En revanche, les rares fois où la question du soutien armé à l'Ukraine est abordée au sein des organisations de travailleurs et de travailleuses, elle suscite d'importantes controverses. Ce fut notamment le cas lors des *Trade Union Congress* (TUC) de 2022 et de 2023 au Royaume-Uni, où environ 5.5 millions de travailleurs et travailleuses sont représentés. C'est à notre connaissance l'un des rares espaces où la discussion n'a pas été cantonnée aux exécutifs syndicaux et où la question des livraisons d'armes et celle de la production des armes ont été conjointement débattues, en raison, notamment, de la présence de syndicats directement impliqués dans l'industrie de l'armement.

À l'origine du débat qui va diviser le TUC en octobre 2022, il y a une première résolution adoptée en juin 2022, lors du Congrès du GMB, un syndicat britannique qui compte plus de 460 000 membres (dans l'armement, la sécurité, la distribution, l'éducation, les services de santé etc.)¹⁰¹. À cette occasion, le syndicat se positionne en faveur des livraisons d'armes à l'Ukraine. Les syndiqués du GMB se déclarent déterminés à construire des armes, notamment des navires de guerre, pour soutenir la résistance ukrainienne mais précisent qu'il faut pour cela que le Gouvernement britannique cesse non seulement de couper dans les budgets militaires mais les augmente. Condition de solidarité effective avec les ukrainiens, cette augmentation est aussi jugée nécessaire pour faire face aux « menaces internationales grandissantes » et protéger les emplois dans l'industrie de l'armement :

« Nous reconnaissons également que les membres du GMB étaient prêts à construire des bateaux lance-missiles pour la marine ukrainienne ; que les réductions des dépenses pour les emplois dans le secteur de la défense au Royaume-Uni

ont nui aux travailleurs et à la capacité du Royaume-Uni à aider l'Ukraine ; et nous pensons qu'une augmentation des dépenses de défense au Royaume-Uni est nécessaire pour répondre aux menaces internationales croissantes et pour maintenir les responsabilités internationales du Royaume-Uni »¹⁰².

Quatre mois plus tard, lors du TUC d'octobre 2022, l'exécutif du GMB dépose au Congrès une nouvelle résolution qui établit, de nouveau, un lien entre la défense de l'Ukraine et la protection des emplois et qui insiste davantage sur ce dernier élément. La Résolution ne s'intitule plus « *On Ukraine* » mais « *Defending manufacturing jobs* » et la guerre en Ukraine y est simplement présentée comme une opportunité pour sauver des emplois dans l'industrie de l'armement.

« Le Congrès reconnaît que les réductions dans le secteur de la défense ont entravé la capacité du Royaume-Uni à aider le peuple ukrainien qui subit les assauts brutaux du régime de Poutine. Le Congrès reconnaît également que : i. le secteur de la défense est essentiel pour de nombreuses communautés, de Barrow-in-Furness à Derby, et que les dépenses de défense soutiennent de nombreux secteurs de l'économie au sens large ; ii. chaque livre dépensée dans le secteur de la défense rapporte jusqu'à 36 pence par le biais de l'impôt, contribuant ainsi au financement des services publics »¹⁰³.

Poussant l'argumentaire du soutien à l'industrie de l'armement britannique jusqu'au bout, la résolution se « réjouit » des dépenses prévues suite à la conclusion du très controversé *Accord Aukus* ; un accord qui prévoit notamment la fabrication de six sous-marins nucléaires d'attaque, qui devraient être construits au Royaume-Uni. La résolution exige alors le lancement d'une « campagne immédiate afin d'augmenter les dépenses dans le secteur de la défense » et contre la sous-traitance à l'étranger des contrats d'armement, notamment des chantiers navals.

Après un débat tendu, la résolution est adoptée à une très courte majorité des représentants des cinq millions de membres¹⁰⁴. La position consiste donc à soutenir la résistance armée ukrainienne, à défendre les emplois dans l'industrie de l'armement britannique et à accroître les dépenses militaires conformément aux objectifs fixés par l'OTAN. La défense des intérêts nationaux évoquée ci-haut au sujet des discours *contre* les livraisons d'armes se retrouve ici dans un discours syndical d'*appui* à ces livraisons, qui sont alors envisagées comme un moyen de maintenir des emplois dans l'industrie nationale de l'armement.

Sans surprise, cette résolution instrumentaliste, qui conditionne l'aide militaire à l'Ukraine à l'accroissement des budgets militaires au Royaume-Uni, est immédiatement contestée par tous les courants pacifistes du Congrès (derrière le slogan « Welfare not warfare »¹⁰⁵) et tous ceux qui s'opposent au soutien armé à l'Ukraine au nom de la lutte contre l'impérialisme de l'OTAN et étatsunien¹⁰⁶. Chris Nineham, l'un des membres fondateurs du mouvement « Stop the War »¹⁰⁷, estime qu'il est « naïf » de penser que le Gouvernement conservateur britannique a « les intérêts des ukrainiens à cœur » alors que, dans les faits, il appuie « une guerre par procuration » menée par les États-Unis¹⁰⁸. D'autres déclarent qu'il faut s'opposer aux livraisons d'armes afin d'éviter de faire souffrir davantage encore les ukrainiens disent-ils¹⁰⁹ et que l'augmentation des dépenses militaires n'est pas dans l'intérêt de la « classe ouvrière britannique » mais des classes dirigeantes internationales¹¹⁰. Enfin, certains mettent de l'avant le fait que la résolution remet en cause des positions déjà prises par le Congrès (une résolution adoptée en 2017) en faveur d'une réorientation de la production¹¹¹ et d'une réaffectation des travailleurs et les travailleuses de l'armement vers des emplois « socialement utiles »¹¹².

Mais ce qui est plus intéressant ici c'est que cette résolution est également critiquée par une minorité de membres du GMB, qui est pourtant elle-même favorable à un soutien armé à l'Ukraine¹¹³. Cette minorité défend notamment l'idée que le Royaume-Uni peut très bien augmenter les livraisons d'armes à l'Ukraine tout en réduisant les dépenses de défense. Il suffirait pour cela que le Gouvernement ne renouvelle pas le programme

With the start of the full-scale Russian invasion, Ukrainians in various cities began to unite in communities to protect their homes and help the state. This poster is dedicated to the defenders of Kyiv, who protected the capital at the most difficult moment. But now, it applies to all cities and towns of Ukraine.

– Oleg Gryshchenko



nucléaire britannique *Trident* et réoriente les fonds vers le soutien armé à l'Ukraine. Toujours selon cette organisation, les deux enjeux, le soutien à la résistance ukrainienne et la sauvegarde des emplois doivent donc être clairement distingués.

L'année suivante cette position minoritaire semble avoir gagné du terrain puisque lors du Congrès des TUC de Liverpool du 13 septembre 2023, les membres adoptent de nouveau une résolution qui exprime un soutien syndical clair et sans ambiguïté aux travailleurs et travailleuses ukrainien·nes. Et cette fois-ci, il n'est plus question de lier ce soutien à l'accroissement des dépenses dans l'industrie de l'armement :

« Le Congrès charge donc le Conseil général de : 1. D'envoyer sa solidarité à tous les syndicalistes ukrainiens qui luttent chaque jour pour les droits des travailleurs et contre l'impérialisme. 2. S'engager avec les syndicats ukrainiens des deux centrales syndicales et un large éventail de membres et d'idées syndicales. 3. Se tenir aux côtés des Ukrainiens au Royaume-Uni et les soutenir par tous les moyens disponibles jusqu'à ce qu'ils puissent rentrer chez eux en toute sécurité »¹¹⁴.

Cette évolution n'empêchera pas les pacifistes partisans du « ni Russie, ni Ukraine, ni OTAN », comme la coalition *Stop the War*, le syndicat FBU ou les *Socialist Worker* et le *WSWS* de dénoncer cette résolution. Pour ces derniers, la résolution est toujours un soutien à l'industrie militaire, elle encourage l'escalade militaire et favorise l'impérialisme britannique, étatsunien et l'OTAN¹¹⁵.

Ces mêmes groupes britanniques qui s'opposent au soutien armé à l'Ukraine au nom du désarmement ne font cependant jamais mention des revendications des travailleurs, des travailleuses et des syndicats ukrainiens. Ils se contentent d'affirmer que la population ukrainienne souhaite un cessez-le-feu immédiat¹¹⁶, sans cependant jamais citer aucune organisations ukrainiennes, ni même aucun·e ukrainien·ne ; sans jamais s'attarder sur les conditions de ce cessez-le-feu et de sa viabilité.

Les tentatives syndicales d'articulation

Les TUC ne sont pas les seuls à rencontrer d'importantes difficultés pour articuler le soutien armé à l'Ukraine, aux politiques de désarmement et la critique de l'OTAN. La question se pose pour de nombreuses personnes. Et à l'image des membres minoritaires du GMB lors du TUC 2022, l'historienne et militante syndicale allemande, Renate Hürtgen, insiste alors sur l'importance de dissocier les enjeux :

« Des amis syndicalistes m'ont dit qu'ils étaient « déchirés » par le fait de devoir approuver un tel soutien [à la résistance armée ukrainienne], qu'ils considèrent comme absolument nécessaire. Ils continueraient cependant à descendre dans la rue pour lutter contre le réarmement et la « préparation de la guerre », car les deux choses sont tout à fait distinctes. Comme pour d'autres questions, il faut veiller à ne pas désigner les mauvaises racines d'un problème social, par exemple ne pas rendre les réfugiés responsables du mauvais état des écoles ni rendre les sanctions contre la Russie responsables de l'inflation »¹¹⁷.

C'est également une préoccupation pour certains syndicats comme des membres du *Réseau syndical international de solidarité et de luttes* (RSISL)¹¹⁸ ou l'ensemble du *European Network for Solidarity with Ukraine* (ENSU)¹¹⁹. Comme nous l'avons vu, ce dernier réseau soutient par exemple « la résistance (armée et non armée) du peuple ukrainien dans sa diversité, en défense de son droit à l'autodétermination » tout en précisant :

« Au-delà, nous luttons aussi, en lien avec les courants qui partagent ces objectifs en Ukraine et en Russie :

1. Pour un désarmement nucléaire global. Contre l'escalade militaire et la militarisation des esprits.
2. Pour le démantèlement des blocs militaires ».

Le problème, souligne en septembre 2024 Antoine Rabadan, un militant membre du RESU et spécialiste des questions militaires, c'est que la réflexion « sur les moyens d'articuler le soutien aux mouvements de libération armés (ou pas) à la nécessité de travailler au désarmement universel » est toujours « très embryonnaire dans toutes les gauches »¹²⁰. Il appelle alors à une réflexion sur le sujet chez ceux et celles qui, comme lui, appuient la solidarité armée avec les travailleurs et travailleuses ukrainien-nes :

« Alors oui, appeler aujourd'hui au désarmement universel ne peut échapper à ce qui apparaît comme notre dilemme, à sa façon oxymorique, d'internationalistes conséquents à résoudre : comment mobiliser pour désarmer le monde en mobilisant pour armer l'Ukraine ? Aucune pirouette pseudo pacifiste ou pseudo « défaitiste » (pour la défaite d'un peuple en lutte !) ne saurait être de mise. Phosphorer, car il n'y a pas de prêt à penser sur le sujet, est une des tâches de l'heure (en premier lieu, celle du soutien total à l'Ukraine) des partisan.e.s de l'émancipation des peuples »¹²¹.

En ce qui concerne tout d'abord l'articulation entre le soutien armé à l'Ukraine et la critique de l'OTAN, on peut commencer par relever que pour le moment les travaux critiques sur la sécurité collective sont relativement rares dans le milieu syndical¹²². Il est par exemple difficile de trouver des articles critiques sur le sujet et autre chose que des références aux objectifs fixés aux membres de l'OTAN de dépenser 2 à 3% de leur PIB à la défense ou à l'article 5 du Traité de l'Atlantique nord, selon lequel en cas d'attaque d'une de ses parties, chacune d'elles « assistera la partie ou les parties ainsi attaquées en prenant aussitôt, individuellement et d'accord avec les autres parties, telle action qu'elle jugera nécessaire, y compris l'emploi de la force armée ». Il est rare de disposer d'information provenant des syndicats dans l'industrie de l'armement également.

Aussi, compte tenu des revendications et priorités des travailleurs et travailleuses ukrainien-nes, la dissolution de l'OTAN, une revendication historique de nombreuses organisations syndicales, est aujourd'hui plus difficilement mise à l'avant de

l'agenda politique. Certains syndicats revendiquent certes, toujours, la dissolution de l'OTAN mais ils dénoncent désormais et dans le même temps, l'instrumentalisation de cette revendication par ceux qui s'opposent au soutien armé à l'Ukraine. C'est par exemple le cas du Syndicat Sud et du Réseau syndical international de solidarité et de luttes :

« nous étions, depuis longtemps, partie prenante de collectifs et initiatives réclamant la dissolution de l'OTAN. Il n'y a aucune raison de remettre cela en cause, c'est un de nos rôles en tant que personnes vivant dans un pays membre de l'OTAN, mais l'exigence de dissolution de l'OTAN ne doit pas être utilisée comme un argument qui viserait, volontairement ou non, à « équilibrer » les responsabilités vis-à-vis de ce qui se passe en Ukraine »¹²³.

Catherine Samary, militante du RESU estime cependant quant à elle que s'il est toujours nécessaire de critiquer l'OTAN, la demande de dissolution est en revanche « inaudible » :

« Le fait que les pays concernés perçoivent (à tort ou à raison) l'OTAN comme un cadre protecteur rend impossible pour la gauche de se mobiliser pour la dissolution de l'OTAN, tant que cette situation de menace perdure venant de Russie. Mais cela ne veut pas dire qu'il n'est pas nécessaire de critiquer les projets de l'OTAN et l'extension de ses budgets »¹²⁴.

Bref, si tout le monde s'entend désormais pour minimalement critiquer l'OTAN et dresser un constat d'échec des mécanismes onusiens de sécurité collective, on peine à voir émerger des propositions alternatives garantissant la sécurité des ukrainien-nes, au-delà d'une « projection utopique »¹²⁵.

En ce qui concerne maintenant l'articulation plus large entre le soutien armé et la lutte pour le désarmement, la réflexion est également « embryonnaire ». Toutefois, on constate que le discours évolue et qu'il s'appuie de plus en plus sur des données. Il ne s'agit plus seulement d'affirmer, comme lors du congrès du TUC de

Londres d'octobre 2022 que pour aider l'Ukraine, il « suffit » que les Gouvernements ne renouvellent pas tel ou tel programme nucléaire et réorientent les fonds. Désormais les débats s'appuient de plus en plus sur des données et des analyses.

Et celles-ci permettent tout d'abord de dénoncer l'hypocrisie éhontée des gouvernements occidentaux qui utilisent la guerre en Ukraine comme prétexte pour accroître les budgets militaires mais à d'autres fins que d'appuyer la résistance ukrainienne. Ces recherches mettent en évidence le fait que malgré l'explosion des budgets, « le soutien occidental à l'Ukraine depuis 2022 est peut-être le plus prudent, sinon le plus pusillanime, de l'histoire des soutiens à des pays en guerre »¹²⁶. Par conséquent, l'Ukraine ne profite pas mécaniquement de l'explosion des budgets militaires, malgré les affirmations continues en ce sens¹²⁷. Au contraire, ces investissements records permettent dans bien des cas de subventionner une industrie de l'armement dont les exportations explosent ailleurs qu'en Ukraine¹²⁸, comme en Arabie Saoudite ou en Israël par exemple¹²⁹.

Bref, on voit progressivement se construire tout un argumentaire qui insiste sur la nécessité de documenter mais aussi de contrôler *démocratiquement* la production et l'orientation des armes, afin d'aider l'Ukraine mais également pour répondre aux urgences sociales et climatiques. Ainsi, par exemple, dans la *Lettre syndicale du Réseau européen de solidarité avec l'Ukraine* (RESU) de mai 2024, les syndicalistes soulignent que le soutien militaire à l'Ukraine n'a rien à voir avec les coupures dans les services sociaux et publics :


« Tout d'abord, les pays peuvent simplement envoyer les armes inutilisées à l'Ukraine, comme l'a proposé la députée irlandaise Cathal Berry en 2022 et comme le fait le Danemark avec 19 avions F-16. Les députés britanniques solidaires de l'Ukraine ont également proposé que les équipements militaires destinés à être remplacés soient donnés à l'Ukraine au lieu d'être vendus. Deuxièmement, comme l'indique claire-

ment la déclaration des syndicalistes et des activistes sociaux de Kryvyi Rih, les gouvernements des pays qui soutiennent l'Ukraine ont un choix politique à faire : ils peuvent « arrêter les exportations d'armes vers des pays tiers [comme Israël pour sa guerre contre Gaza ou l'Arabie saoudite pour sa guerre au Yémen] et donner la priorité à la fourniture d'armes et de munitions nécessaires dès à présent à la défense de l'Ukraine »¹³⁰.

C'est le même argumentaire que l'on retrouve en juin 2024 dans un texte collectif, « Une paix populaire, pas une paix impériale », d'organisations syndicales, *écosocialistes*, anarchistes, féministes, y compris ukrainiennes :

« 11. Un soutien militaire efficace de l'Ukraine ne nécessite pas une nouvelle vague d'armements. Nous nous opposons aux programmes de réarmement de l'OTAN et aux exportations d'armes vers des pays tiers. Au contraire, les pays d'Europe et d'Amérique du Nord doivent fournir, à partir de leurs énormes arsenaux existants, les armes qui aideront l'Ukraine à se défendre efficacement. En ce sens, nous demandons que l'industrie de l'armement ne serve pas au profit du capital. Au contraire, nous voulons travailler à l'appropriation sociale de l'industrie de l'armement. Cette industrie doit servir les intérêts immédiats de l'Ukraine. En même temps, pour des raisons écologiques sociales et urgentes, nous soulignons l'impératif de convertir démocratiquement l'industrie de l'armement en une production socialement utile à l'échelle mondiale »¹³¹.

Avec ces prises de positions qui mettent tout particulièrement l'accent sur l'orientation des fonds et sur les exportations des armes, c'est très clairement et directement la question du contrôle démocratique de l'industrie de l'armement qui est désormais posée.



WE CAME
TO RESCUE
DON'T YOU SEE?

We came to rescue don't you see – With the “salvation” of Ukrainians, russian propaganda justifies the annihilation of civil people and the destruction of Ukrainian cities. Who they are saving us from? From democracy and freedom?

– Anna Ivanenko



© Russian Bear, Paweł Jońca

Alors que peut-on conclure de cette compilation des prises de positions syndicales hors Ukraine, sur les livraisons d'armes ?

Tout d'abord, comme la plupart des questions de politique étrangère, la solidarité armée avec l'Ukraine est rarement une question abordée et débattue au sein des organisations syndicales. Dans de nombreux cas, les prises de positions sont des communiqués de presse produit par les directions syndicales et de plus en plus souvent il s'agit de déclarations qui renvoient à des enjeux de politique intérieure. On oppose alors le sous-financement des services publics nationaux aux sommes allouées, aussi minimes soient-elles, à la solidarité armée avec l'Ukraine. Aussi depuis les actes terroristes, les pogroms du Hamas du 7 octobre 2023 et les crimes de guerre, le nettoyage ethnique voire le génocide de plus en plus probable commis par le Gouvernement d'extrême droite Israélien¹³², les références syndicales aux livraisons d'armes à l'Ukraine sont parfois mobilisées pour dénoncer le deux poids deux mesures des membres de l'OTAN et leur indifférence ignoble et criminelle à l'égard du peuple Palestinien et maintenant Libanais. Mais sinon, il est rare que la question de la solidarité armée soit débattue dans les instances syndicales et mentionnée dans les communiqués de presse ou compte-rendus publics.

Conclusion

Ensuite, indépendamment de leur soutien ou non à la résistance armée ukrainienne certaines prises de positions sont très clairement nationalistes ou chauvines. Il y a de toute évidence une instrumentalisation de la guerre en Ukraine afin de favoriser un agenda de politique nationale. D'un côté, on s'oppose aux livraisons d'armes en espérant que les gouvernements occidentaux financeront davantage les services publics nationaux. On fait alors reposer la dégradation des services publics et la baisse des salaires sur la résistance ukrainienne et on occulte le fait que le soutien occidental est « *le plus pusillanime, de l'histoire des soutiens à des pays en guerre* »¹³³ et que l'aide allouée est ridicule comparée aux budgets des services publics ou aux exportations d'armes dans d'autres pays¹³⁴. De l'autre côté, certains appuient les livraisons d'armes et l'OTAN, en espérant que l'accroissement des budgets militaires permettra de sauver des emplois dans l'industrie de l'armement mais sans faire de lien avec la nécessité de contrôler démocratiquement la destination des armes. Dans les deux cas, les intérêts nationaux priment sur les intérêts de classe, la solidarité internationale et le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Le soutien à la résistance armée au nom du droit à la résistance et à l'autodétermination est une position marginalisée au sein du mouvement syndical. En d'autres termes, il semblerait qu'une grande partie des syndicats ou

des directions syndicales soient dominées par des « socialistes en paroles et des chauvins en actes » pour reprendre une formule de révolutionnaires internationalistes du début du XX^e siècle¹³⁵.

Enfin, les débats révèlent le peu de données fiables dont disposent le mouvement syndical et donc l'urgence à se saisir concrètement de la question des armes, de leur condition de production, de leur exportation, des stocks disponibles et plus largement des enjeux de sécurité collective¹³⁶.

Quand, comment et par quoi remplacer l'OTAN au moment où nombre de travailleurs et de travailleuses des pays frontaliers de la Russie¹³⁷, y compris les militant·es syndicalistes ukrainien·es, considèrent actuellement l'organisation comme la seule structure internationale en mesure de garantir leur sécurité ? Les stocks disponibles sont-ils suffisants pour appuyer efficacement la résistance ukrainienne comme l'affirment de nombreux syndicalistes ? Si oui, pour combien de temps¹³⁸ ? Si non, que faire ? Si la solution est la réorientation des ressources militaires déjà disponibles, comment peser dans les débats pour s'assurer qu'elles aillent bien à la résistance ukrainienne et non à destination du Gouvernement d'extrême droite israélien, dans les autocraties du Golfe etc. ?

Pour le moment ces débats de fonds sont rares, tant et si bien, souligne un militant socialiste ukrainien, que les positions et les mécanismes proposés en matière de sécurité collective par la gauche et le mouvement syndical,

« sont très abstraits ou extrêmement idéologisés, ce qui les rend pratiquement inutiles dans les situations de conflit armé en cours. La position abstraite de la gauche occidentale équivaut souvent à un pacifisme naïf, et une position idéologisée – à un discours du type « non à l'OTAN »¹³⁹.

Certes les données restent largement inconnues et sont très souvent couvertes par le « secret défense » mais c'est précisément à cette question, estime Catherine Samary que le mouvement ouvrier doit commencer par s'attaquer :

« La façon d'évaluer les apports, l'écart entre promesses et livraisons sont tout sauf transparents, de même que la part des budgets défense allant réellement à l'Ukraine sont tout sauf transparents : il faut s'efforcer de pousser à un contrôle démocratique socialisé des choix budgétaires et de production, ainsi que de l'aide concrète apportée à l'Ukraine – au plan de chaque pays et de l'UE. Ce qui se heurte aux logiques de profit des industries d'armements se cachant derrière les « secrets défense » entourant les budgets. C'est à cela que doit s'attaquer un mouvement anti-guerre solidaire du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes qui pourrait défendre l'aide à l'Ukraine en même temps qu'un contrôle général socialisé sur la production et l'usage des armements »¹⁴⁰.

Mais curieusement, alors que l'ensemble de la gauche s'inquiète de l'accroissement considérable des budgets militaires, s'interroge sur l'orientation de ces fonds, dénonce le complexe militaro-industriel et leurs « superprofits », il est encore rare de trouver des textes syndicaux qui documentent la question, qui communiquent sur les syndicats dans l'industrie de l'armement, qui revendiquent la nationalisation des entreprises d'armement¹⁴¹ ou plus rare encore, celle des entreprises gazières ou pétrolières qui jouent en la matière un rôle central¹⁴². Il s'agit pourtant là d'une revendication que n'hésitent pas à porter, en pleine guerre, des syndicalistes en Ukraine en réclamant la « nationalisation des entreprises clés sous contrôle ouvrier et public »¹⁴³.

Alors que la guerre en Ukraine a mis en lumière le fait qu'un multi-millionnaire Russe pouvait posséder une armée de mercenaires capable de "monter sur Moscou" et de faire trembler, au moins brièvement, l'empire Russe (NBP)¹⁴⁴ et qu'un autre aux États-Unis, encore plus riche, peut décider du jour au lendemain quelle armée peut bénéficier d'Internet et dans quelles conditions¹⁴⁵, le contrôle démocratique de la production, des exportations et des livraisons d'armes apparaît on ne peut plus clairement vital, non seulement pour l'Ukraine mais également pour l'avenir de l'humanité.

Notes

- 1 Voir par exemple Dan la Botz, « [La gauche américaine et l'Ukraine](#) », 2022, p.108.; de manière plus générale, la construction de solidarités syndicales internationales est toujours « très difficile » et reste largement confiée aux confédérations syndicales internationales. Stéphane Enjalran, « Faire réseau pour construire des luttes internationales », *Mouvements*, 2018/3 (n° 95), p. 98-105.
- 2 Édouard Sill, « Introduction : Interroger l'internationalisme par le féminin », *Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique*, 141 | 2019, 11-18.
- 3 Il est par exemple presque impossible de trouver une référence aux armes, aux munitions ou même à l'industrie de l'armement dans les multiples ouvrages de ces vingt dernières années sur les organisations syndicales internationales (OSI) ou sur le mouvement syndical « international », « transnational » « global » ou dans les « New Global Labour Studies ». Au mieux, on trouve des mentions ou de courts développements sur certaines actions de boycotts ou de blocages des livraisons d'armes (notamment des dockers et parfois dans les chemins de fer), des références à quelques campagnes pacifistes ou pour le désarmement.
- 4 Pour ne prendre qu'un exemple, on peut s'appuyer sur l'analyse d'un ancien chef de l'armée Rouge, Léon Trotsky selon lequel: « Il est absolument indiscutable qu'après le sabotage par la social-démocratie de l'insurrection du prolétariat européen contre la bourgeoisie qui a suivi la guerre, l'active sympathie des masses ouvrières a sauvé la République soviétique. Durant ces dernières années, la bourgeoisie n'a pas trouvé des forces suffisantes pour conduire une grande guerre contre l'État ouvrier »
- 5 Les données disponibles sur les actions des syndicats dans les territoires occupés sont peu nombreuses. Elles sont très rarement relayées en anglais ou en français. Cet absence de relais est curieux alors que de nombreuses organisations syndicales en Occident ou ailleurs prétendent que « l'opération spéciale » vise à protéger les travailleurs et travailleuses dans ces territoires (voir note 8 également). Ce constat tend à confirmer l'idée que malgré toutes les attaques antisyndicales menées par le gouvernement Zelensky en Ukraine, il n'y a aucune comparaison possible entre la liberté syndicale en Ukraine et dans les territoires occupés. Et en ce sens, on rapportera que la FNPR - principale confédération syndicale russe, ouvertement inféodée à Poutine et dont les dirigeants sont de farouches défenseurs de « l'Opération spéciale - s'est appropriée les biens et immeubles des syndicats ukrainiens. Vasco Perina, « [Le mouvement syndical mondial doit demander des comptes à la Russie](#) », septembre 2024 ; voir également, ITUC, *Global Rights Index States*, 2024, p.61, : "The fundamental rights of Ukrainian workers in areas occupied by Russian forces have been repeatedly violated and workers are being coerced into signing terms with Russian employers. The authorities strongly encourage affiliation with Russian unions, which continue to establish offices in occupied areas, leaving workers little choice but to join these established structures or face reprisals under Russian-controlled regimes".
- 6 Martin Gallié, *Syndicalisme et droit des peuples à disposer d'eux-mêmes - Les appels à la solidarité internationale et les actions du mouvement social ukrainien*, GIREPS, 2022.
- 7 Voir les multiples textes de syndicalistes repris dans plus de trente rapports des *Brigades éditoriales internationales* sur le site des éditions Syllepse.
- 8 À l'exception d'un communiqué - provenant du représentant des syndicats de la « République de Louhansk », donc dans les territoires occupés par les troupes russes - nous n'avons pas trouvé un seul texte d'un syndicat ukrainien - relayé en français ou en anglais - s'opposant aux livraisons d'armes. Voici, l'extrait en question : Igor Ryabushkin, Chairman of Trade Unions Federation of the Luhansk People's Republic, "On behalf of Donbass people, we thank the leadership and all members of the Unione Sindacale di Base, an independent trade union, for organization of large-scale protests in the port of Genoa and the airport of Pisa against the use of Italian infrastructure for the transit of NATO weapons intended for shipment to Ukraine, which were transported there as "humanitarian aid". Fabrizio Buratin rapporte que des syndicalistes italiens opposés aux livraisons d'armes s'appuient sur le « Front ouvrier d'Ukraine » qui défend « le défaitisme sur les deux fronts ». Toujours selon Buratin, ce même Front « affirme qu'en Russie, où le capitalisme est assez démocratique, l'idéologie socialiste n'est pas limitée par des interdictions, alors qu'en Ukraine, il existe un véritable fascisme/nazisme ». Fabrizio Buratin, « [L'Ukraine et la crise de la gauche italienne](#) », pp.74-79, p.77.
- 9 En ce sens et par exemple voir, Jan Ole Arps, « [Que fait et pense la gauche ukrainienne](#) », 2023 ; Yuri Samoilov (président du syndicat) KVPVU.
- 10 Yorgos Mitralias, « [Comme en août 1914... la guerre fracture de nouveau la gauche!](#) », 2023.
- 11 Sur la critique de ce raisonnement binaire unipolaire/multipolaire, voir Kavita Krishnan, « [Multipolarity, the Mantra of Authoritarianism](#) », *The Indiaforum*, décembre 2023.
- 12 Pour un suivi de ces débats en français voir de nouveau le travail continu réalisé par les *Brigades éditoriales internationales* sur le site des éditions Syllepse.
- 13 Martin Gallié, *Syndicalisme et droit des peuples à disposer d'eux-mêmes - Les appels à la solidarité internationale et les actions du mouvement social ukrainien*, GIREPS, 2022.
- 14 Il est de fait difficile de trouver autant de condamnations formelles d'une guerre et une mobilisation financière et humaine d'une telle ampleur des organisations syndicales nationales et internationales dans l'histoire syndicale internationale. Avant la seconde guerre mondiale on peut penser aux boycotts de la Hongrie et de la Pologne en 1919, aux campagnes « Hands off Mandchourie » de 1931 et « Hands off Ethiopia » en 1935 et à la mobilisation en faveur des Républicains espagnols en 1936. Après la seconde guerre mondiale, et avec la guerre froide et malgré les multiples guerres de décolonisations, les campagnes syndicales internationales d'ampleur semblent plus rares, y compris pendant les guerres d'Algérie, du Vietnam ou d'Afghanistan. La guerre froide et les divisions syndicales Est-Ouest semblent avoir limité les campagnes syndicales internationales. On peut toutefois penser à la mobilisation anti-apartheid en Afrique du Sud dans les années 60-70 ou les manifestations historiques contre la nouvelle guerre des États-Unis en Irak en février 2003. Il convient cependant de mentionner que depuis les pogroms du Hamas du 7 octobre 2023 et la riposte génocidaire du Gouvernement israélien, la mobilisation syndicale semble plus importante encore que celle qui a suivi l'agression Russe de l'Ukraine en 2022, même si cela reste encore à être documenté.
- 15 Pierre Madellin, « [Des pensées décoloniales à l'épreuve de la guerre en Ukraine](#) », *Aplutsoc*, 2023.
- 16 Ashley Smith, Vladyslav Starodubtsev, « [Ukraine, Palestine et internationalisme](#) », 2023.
- 17 La *Confédération syndicale européenne* (CSE) a commencé à compiler les différentes actions de ses membres.
- 18 Voir cet exemple, sur Réseau Syndical International de Solidarité et de Luites.
- 19 *Résolutions de la CES sur l'Ukraine*, approuvée par le Comité exécutif de 16-17 mars 2022.
- 20 *ITUC-Asia Pacific condemns Russia's military invasion of Ukraine*, 24 février 2022.
- 21 *ITUC-Africa, « Guerre en Ukraine : la CSI-Afrique appelle au renforcement de la solidarité mondiale »*, 14 mars 2022.
- 22 *ITUC-America, « Declaración de la CSA sobre la Guerra e Invasión Rusa a Ucrania »*, 25 mars 2022.
- 23 Anne-Cécile Robert, « [La guerre en Ukraine vue d'Afrique](#) », *Le Monde diplomatique*, février 2023, pp.6-7.
- 24 Voir par exemple l'intervention de Jean-Luc Mélenchon à l'Assemblée nationale : « [A l'ONU, dans le vote sur la résolution à propos de l'Ukraine, notant l'abstention de l'Inde et de la Chine, c'est-à-dire de 50 % de l'humanité](#) ».
- 25 Jean-Marie Pernot, « [Actualités de la FSM ou 'le retour des morts vivants'](#) » *Syndicollectif*, 28 janvier 2018.
- 26 *ITUC, Rapport sur la liberté 2022 : Les syndicats acteurs de la paix*, 2022.
- 27 Le Congrès a toutefois réaffirmé sa solidarité avec le peuple ukrainien.
- 28 *ETUC - Peace Watch*
- 29 *ETUC, "Ensuring Security: New Impulse for Peace needed"* 2024.
- 30 Christian Mahieux, "Avant-Propos", in *Ukraine solidarité syndicale en temps de guerre*, Syllepse, 2022, p.6
- 31 *Labour Solidarity, RESU*, 2022.
- 32 *Labour Solidarity, IMG*, 2022.
- 33 *FSM, Thèses et priorités, Congrès syndical mondial*, 2022.
- 34 *Labournet Germany, "Keine Waffenlieferungen in die Ukraine! Friedenspolitik statt Krieg!"*, 5 avril 2023.
- 35 Communiqué de presse intersyndical, « [Ukraine : contre la guerre, pour la paix immédiate](#) », 25 février 2022. Un an après ce premier communiqué, l'intersyndical en a adopté un nouveau le 22 février 2023 qui demande le retrait des troupes russes, ce qui n'était pas acquis jusque là. Le communiqué évoque le soutien humanitaire et l'envoi de voitures à des syndats ukrainiens, mais il ne contient pas un mot sur la question des livraisons d'armes ; à noter également que le syndicat FO s'est rapidement désolidarisé de cet appel intersyndical en dénonçant une erreur et en appelant à un « cessez-le-feu immédiat » ; et encore en février 2024, voir aussi l'analyse qui en est faite par Gilbert S.
- 36 *AFL/CIO, "Working people oppose putins invasion Ukraine"*, 9 mars 2022.
- 37 *Congrès du travail Canadien, « Les syndicats sont solidaires de l'Ukraine et condamnent l'agression non provoquée de la Russie »*, 2022.
- 38 *Déclaration intersyndicale de soutien à l'Ukraine*, 2 mars 2022.
- 39 *Committee for a workers international, "The working class has nothing to gain from war" - statement on invasion of Ukraine by Northern Ireland's largest trade union*, 30 mars 2022.
- 40 Voir le dossier sur le site ENSU.
- 41 *Trade Union Congress, "Motion 4 - Defending manufacturing jobs"*, 2022.
- 42 Dan la Botz, « [La gauche américaine et l'Ukraine](#) », 2022, p.108.
- 43 Résisol, « [Pour une lutte syndicale internationale offensive](#) », 25 juin 2022.
- 44 *Journée syndicale de solidarité avec l'Ukraine - 4 juin 2022 : compte-rendu*.

- 45 Bernard Dréano, « Délibéré ou par distraction ? Les paradoxes des gauches, la guerre en Ukraine et la solidarité », p.6 et 11.
- 46 Le Parti du travail Belge (PTB) – qui s’oppose aux livraisons d’armes – a compilé un certain nombre de prises de positions syndicales en ce sens.
- 47 Voir supra et USB ; Fabrizio Burattin, « L’Ukraine et la crise de la gauche italienne », pp.74-79, p.77.
- 48 Simplement à titre d’exemple ici, on peut citer les propos d’Olivier Mateu, numéro deux de la CGT française qui encore en mars 2023 s’oppose aux livraisons d’armes en mettant de l’avant les intérêts des peuples Ukrainiens et Russes : « [i]ls sont en train de massacrer les peuples de Russie et d’Ukraine sous les bombes » ; Toujours pour l’exemple, on peut également renvoyer aux positions de syndicats britanniques.
- 49 IG Metall, « IG Metall verurteilt russische Invasion der Ukraine », 25 février 2022.
- 50 CGT, « Pour la paix et une solution négociée en Ukraine », 25 février 2022.
- 51 Aplutsoc, « À propos de l’appel du CCN de la CGT de ce 11 mai », 11 mai.
- 52 Marc-Édouard Joubert, « Non à l’invasion de l’Ukraine par la Russie – Non à l’encerclement de la Russie », 25 février 2023.
- 53 Stop the War Coalition, « Stop the war in Ukraine – Trade Union Statement ».
- 54 Piero Maestri, « The Italian Left and the War in Ukraine », *International Viewpoint*, 14 août 2022.
- 55 CGIL, « Ucraina: la CGIL sabato in piazza a Roma per la manifestazione “Europe for peace” », 5 mars 2022.
- 56 Dominique Vidal, « Pierre Rimbert, l’Ukraine et le campisme », 2023.
- 57 *Le Monde Diplomatique*, avril 2022, p.2
- 58 Révolution Permanente, « Résistance exemplaire – des cheminots biélorusses sabotent les lignes de ravitaillement russe », 5 avril 2022, et Simon Zinnstein, « Les cheminots grecs bloquent la livraison de chars américains à l’Ukraine », 12 avril 2022.
- 59 ILWU, « ILWU declares that I will not work Russian cargo in solidarity with the people of Ukraine », 10 mars 2022.
- 60 PCF, « Des adhérents et dirigeants du syndicat des dockers d’Amérique du Nord appellent à bloquer les cargaisons d’armes et à mettre un terme à la guerre en Ukraine », 27 décembre 2022.
- 61 Aplutsoc, « À propos de l’appel du CCN de la CGT de ce 11 mai », 11 mai 2022.
- 62 Unité CGT, 5 avril, à 01h 29.
- 63 Initiative Communiste, « Bas les armes, augmentez les salaires », 22 décembre 2022.
- 64 USB, « La solidarietà a USB dall’Italia e dall’estero », 6 avril 2022.
- 65 Steve Sweeney, “Italian workers strike over military spending on war in Ukraine” 21 mai 2022.
- 66 Ilya Budraitskis et al., « Soutenir la résistance ukrainienne et combattre le capital fossile », *Inprecor*, octobre-novembre 2022, n°701/702, pp.39-43.
- 67 Alona Liasheva et Ashley Smith, « Une socialiste ukrainienne explique le combat conjoint contre l’impérialisme russe et l’assujettissement aux pouvoirs néolibéraux », 25 février 2023.
- 68 Zakhar Popovic, « L’Ukraine a besoin d’allié-es, pas de discours de neutralité », 25 février 2023.
- 69 Independent Belarusian Labor Union BKDP, “Belarusian Labor Union on War in Ukraine”, 25 février 2022.
- 70 Alexandre Yarashuk (BKDP Congrès des syndicats démocratiques de Biélorussie) « La guerre de la Russie en Ukraine n’est pas notre guerre. Nous pouvons l’arrêter, nous devons l’arrêter ! », 29 mars 2022.
- 71 Patrick Le Tréhondat, « Sabotages Ferroviaires : les cheminot.es du Bélarus entrent en action », *À l’Encontre*, 9 avril 2022.
- 72 Liz Sly, « Les cheminots biélorusses qui ont aidé à déjouer l’attaque de la Russie contre Kiev », 27 avril 2022.
- 73 La FSU et Sud en particulier, voir « Le syndicalisme dans la guerre en Ukraine ».
- 74 Au Royaume-Uni, voir le bilan des prises des principaux syndicats fait par Michael Baker, « Ukraine in the Unions », *Workersliberty*, 6 août 2024 ; voir aussi Laurent Vogel, « La Fédération syndical britannique PCS soutient le droit du peuple ukrainien à se battre pour libérer son pays », *Ukraine-Solidarity*, 28 mai 2022 ; voir aussi le soutien du TUC écossais en avril 2023 ; en Espagne, Catalogne, Per Alfons Bech, « Debat sindical sobre Ucraina » *Nacio*, 4 novembre 2022, voir aussi, « Tribune des réseaux et des activistes en solidarité avec l’Ukraine à Madrid, en Catalogne et en Euskadi » ; en Allemagne, il semblerait que le syndicat IG metall ait finalement pris position en faveur d’un soutien armé lors de son congrès d’octobre 2023, ce qui est vivement condamné par le WSWS.
- 75 Comme le soulignent Julien Troccaz et Christian Mahieux, les syndicats membres du RESU sont peu nombreux. *L’Union Syndicale Solidaires* (France) est « la seule organisation à caractère national impliquée (...) Dans les autres pays européens, pas un seul syndicat n’apparaît dans les organisations signataires, au côté sde divers groupes politiques et quelques associations. C’est bien entendu un problème pour mener des campagnes à l’échelle où elles devraient l’être ; il y a un risque d’entre soi militant qui n’aurait aucune utilité pour nos camarades d’Ukraine, de Biélorussie et de Russie. Mains ne faisons pas la fine bouche, ce Réseau existe, il produit du matériel, permet des échanges, prend des initiatives (...) ». Julien Troccaz et Christian Mahieux, « Le syndicalisme dans la guerre en Ukraine », *Les Utopiques*, n°21, hiver 2022, pp.36-53, pp.50-51. Voir aussi Sud-Rail et le site internet Ukraine-Solidarity, le Manifeste et la liste des membres et le type d’action.
- 76 Howie Hawkins interviewé par Federico Fuentes « La position anti-impérialiste est de soutenir la lutte de libération nationale du peuple ukrainien », *Entreleslignesentrelesmots*, 28 janvier 2023 ; voir aussi, *Communications Workers of America Local 7250*. Accessoirement, toujours aux États-Unis, on mentionnera des prises de positions syndicales pour le moins incohérentes, qui appellent à soutenir les livraisons d’armes mais sans faire pression à cette fin sur le gouvernement étatsunien, au nom du respect de l’autonomie de la lutte ukrainienne. « Does supporting U.S. arms to Ukraine mean that we should explicitly call on the U.S. state to send arms? No. We are leaving that to the Ukrainians. Our role is to not get in the way of their legitimate self-defense and to find other ways of building material solidarity and international ties to the Ukrainian and eastern European Left and social and trade union movements. Nate Moore, « No arms to Ukraine? », *Tempest*, Février 2023.
- 77 Elisabeth Braw, “Dockworkers Worldwide Are Trying to Stop Russia’s War”, *Foreign Policy*, 5 mai 2022 ; on sait également qu’il y a eu au moins deux campagnes internationales, notamment avec le soutien du RESU, visant à empêcher des livraisons de pétrole ou du gaz. La première, réussie, visait à mettre un terme au transbordement de GNL dans le port belge de Zeebrugge et la seconde, en Écosse pour empêcher l’entreprise Seapeak, basée à Glasgow, de transporter du GNL russe depuis la Sibérie ». ENSU Trade Union Newsletter, octobre 2024.
- 78 PCS Union affiliates to Ukrainian Solidarity Campaign, 28 mai 2022.
- 79 Sud-Rail, « À propos de la guerre menée par la Russie en Ukraine », 9 mars 2022.
- 80 FSU03, « Apprenons à supprimer la guerre », 11 novembre 2022.
- 81 Sud-Rail, « À propos de la guerre menée par la Russie en Ukraine », 9 mars 2022.
- 82 Pour un aperçu des débats en 2023, voir notamment les analyses opposées suite à l’adoption d’une résolution de soutien armé adoptée par le syndicat GMB entre Gilbert Achcar, « The Left and Ukraine : Two Pitfalls to Avoid », *Labour Hub*, 28 juin 2023 ; et la réponse de Tom Dale, « Ukraine and the violence of abstraction », *New Politics*, 10 juillet 2023.
- 83 Trade Union Congress, *Resolutions*, 2023, Traduit avec DeepL.com (version gratuite)
- 84 PCS Union affiliates to Ukrainian Solidarity Campaign, 28 mai 2022.
- 85 FSU03, « Apprenons à supprimer la guerre », 11 novembre 2022.
- 86 IG Metall, « IG Metall verurteilt russische Invasion der Ukraine », 25 février 2022.
- 87 Pour un exemple récent de ce type de raisonnement, voir par exemple Ingar Solt, “What Does “Solidarity with Ukraine” Mean?”, Fondation Rosa Luxembourg, août 2024.
- 88 Pour une défense de cette position voir, Pierre Rousset et Mark Johnson, « En solidarité avec la résistance ukrainienne, pour un mouvement international contre la guerre », *Contretemps*, 11 avril 2022.
- 89 Andreu Coll, « La gauche anticapitaliste et l’Ukraine », *Contretemps*, 12 janvier 2023.
- 90 Ilya Budraitskis et al., « Soutenir la résistance ukrainienne et combattre le capital fossile », *Inprecor*, octobre-novembre 2022, n°701/702, pp.39-43.
- 91 Taras Bilous, « The West must rethink », 2022.
- 92 Oksana Dutchak, Taras Bilous, Jan Ole Arps, “The Left in the West must rethink” – a conversation with Taras Bilous”, 13 mars 2022 (traduit avec deepl.com)
- 93 Ilya Budraitskis et al., « Soutenir la résistance ukrainienne et combattre le capital fossile », *Inprecor*, octobre-novembre 2022, n°701/702, pp.39-43.
- 94 Worker’s Liberty, « Against Russian Imperialism », 11 avril 2022 : “It is Putin, not NATO, who is waging war on Ukraine. That is why it is essential to shift our focus from Western imperialism to Putin’s aggressive imperialism, which has an ideological and political basis in addition to an economic one. (...) Discourse about NATO expansion obscures Putin’s desire to divide the spheres of influence in Europe between the US and Russia”.
- 95 Oksana Dutchak, Taras Bilous, Jan Ole Arps, “The Left in the West must rethink” – a conversation with Taras Bilous”, 13 mars 2022.
- 96 L’avenir de la démilitarisation passe par l’arrêt immédiat de la machine de guerre russe, – entretien avec Vitaly Dudin, 6 avril, p.28.
- 97 Hanna Perkhoda, « Pour réfléchir aux solutions il faut au moins ne pas se tromper sur les cause », 6 novembre 2023.
- 98 À ce sujet un syndicaliste socialiste ukrainien soulignait en mars 2023, « la rhétorique de l’UE et des États-Unis nous aide en fait, nous, les syndicats et d’autres mouvements sociaux, à promouvoir un programme progressiste ». Ashley Smith, Vladyslav Starordubtsev, « Ukraine, Palestine et internationalisme », 2023.
- 99 Hanna Perkhoda, « Pour réfléchir aux solutions il faut au moins ne pas se tromper sur les cause », 6 novembre 2023.
- 100 Zakhar Popovich, « L’Ukraine a besoin d’allié-es, pas de discours de neutralité », *Europe solidaire sans frontière*, 25 février 2023.
- 101 GMB, *Congress 2022 – CEC statement on Ukraine*, 2022 (traduit avec deepl.com)
- 102 GMB, *Congress 2022 – CEC statement on Ukraine*, 2022 (traduit avec deepl.com)
- 103 Trade Union Congress, “Motion 4 – Defending manufacturing jobs”, 2022, (traduit avec deepl.com)

- 104 "A narrow vote by hands saw the chair call a card vote, which means delegation votes are counted proportionately to total union membership. Ultimately, it saw the motion pass by 2,556,000 votes for and 2,469,000 against", Socialist Worker, "Union leaders back arms spending at TUC conference"; parmi les syndicats ayant voté en faveur de la résolution : Prison Officers' Association, NASUWT, Unite, Usdaw and Prospect; ceux qui ont voté contre: CWU, RMT, TSSA, FBU, UCU, NEU, NASUWT, and Unison – *Morning Star*.
- 105 Labour affairs, « *The Labour Movement and the Arms Trade* », 2023.
- 106 Counterfire, "Welfare not Weapons", 2022.
- 107 Stopwar, « It is Vital that the Trade Union Movement is seen to stand for Peace », 2022; Counterfire, "A fight for the Soul of the Trade Union Movement", 2022.
- 108 Counterfire, "Welfare not Weapons", 2022.
- 109 Labour Outlook, "Tough times for Workers but Money for the Military", 2022.
- 110 "The rebirth of the Trade Union Movement has begun", 2022; "Union Leaders back arms spending".
- 111 Certains syndicalistes ont alors rappelé que durant la pandémie des producteurs d'armes s'étaient en effet mis à produire des ventilateurs; sur les revendications au Royaume-Uni en faveur d'une réorientation de la production, voir par exemple, K. Mc Loughlin, « Workers and the defence economy », in *The British left and the defence economy*, Manchester, England, Manchester University Press, 2022.
- 112 "Lucas plan"
- 113 Worker's Liberty, "Ukraine at GMB Congress 2022", 2022.
- 114 Trade Union Congress, *Resolutions*, 2023.
- 115 "TUC backs war and clears the way for more arms spending", 13 septembre 2023.
- 116 Labour Outlook, "Tough times for Workers but Money for the Military", 2022.
- 117 Renate Hürtgen, « Sommes nous bien préparés aux guerres impériales à venir », *Bridgades éditoriales de solidarité*, n°30, juin 2024, p.59.
- 118 Sud, « Le syndicalisme dans la guerre en Ukraine ».
- 119 Manifeste et liste des membres.
- 120 Antoine Rabadan, facebook, 23 septembre 2024.
- 121 Antoine Rabadan, facebook, 23 septembre 2024.
- 122 Julien Troccaz et Christian Mahieux, « Le syndicalisme dans la guerre en Ukraine », *Les Utopiques*, n°21, hiver 2022, pp.36-53, pp.50-51.
- 123 « Le syndicalisme dans la guerre en Ukraine ».
- 124 Catherine Samary, « De la guerre d'agression russe à l'urgence d'une gauche décoloniale », *Brigades éditoriales de solidarité*, 1^{er} mai 2023.
- 125 Monique Chermillier-Gendreau, « Contre la domination et ouvrir la perspective d'un autre monde », mars 2022.
- 126 Michel Goya, « Le soutien militaire à l'Ukraine », mai 2024.
- 127 Vincent Présuney, « Notes sur la question des livraisons d'armes à l'Ukraine », 10 juillet 2023.
- 128 Christian Zeller, « Imperialist armament and solidarity with the Ukrainian », 25 juillet 2024 (traduit avec DeepL).
- 129 Christopher Ford, "Demand the Weapons to Win", 17 mars 2024.
- 130 Lettre syndicale du Réseau européen de solidarité avec l'Ukraine (RESU), n°10, mai-juin 2024, p.3.
- 131 « Une paix populaire, pas une paix impériale », Déclaration commune d'organisations écosocialistes, libertaires, féministes, écologistes et de groupes en solidarité avec la résistance ukrainienne et pour une reconstruction sociale et écologique autodéterminée de l'Ukraine, juin 2024, Brigades éditoriales de solidarité, n°31, p.15.
- 132 Vincent Présuney, « 7 octobre 2024 – c'est le premier anniversaire de quoi ? », *Aplutsoc*, octobre 2024.
- 133 Michel Goya, « Le soutien militaire à l'Ukraine », mai 2024.
- 134 Aplutsoc, « Vent d'Est du 24 février 2023 », 2023.
- 135 Léon Trotsky, "Lénine et la guerre impérialiste", février 1939.
- 136 Comme le soulignent Julien Troccaz et Christian Mahieux : « Il faut retravailler des sujets que trop de milieux militants, syndicaux notamment, n'ont guère pris en compte depuis des années : les ventes d'armes, leur fabrication et la reconversion des secteurs concernés, les budgets engloutis dans l'armement, les politiques militaristes, les guerres qui ont lieu ailleurs dans le monde ». Julien Troccaz et Christian Mahieux, « Le syndicalisme dans la guerre en Ukraine », *Les utopiques*, n°21, hiver 2022, pp.36-53.
- 137 « Le projet de loi de programmation militaire (2024-2030) : un pas de plus vers une « économie de guerre » parasite et dangereuse », *Entre les lignes entre les mots*.
- 138 Données sur la gestion des stocks.
- 139 Maksym Shumakov, « Un point de vue ukrainien : la crise de l'hégémonie, l'impérialisme et les défis de la sécurité mondiale », 31 janvier 2023.
- 140 Catherine Samary, "Face à la guerre en Ukraine: arguments pour un agenda de gauche", février 2024.
- 141 Howie Hawkins, « La position anti-impérialiste est de soutenir la lutte de libération nationale du peuple ukrainien » 28 janvier 2023.
- 142 Élise Vincent, « Avec la guerre en Ukraine, les armées obligées d'accélérer la réflexion sur leurs dépendances énergétiques », *Lemondé*, 11 avril 2023.
- 143 Entretien avec des membres du groupe féministe Bilkis de Lviv, « Ukraine et la question de l'autogestion », mars 2023.
- 144 Emmanuel Grynszpan, « L'empire d'Evgueni Prigojine le patron du groupe Wagner », 21 mars 2023.
- 145 Charles Delouche-Bertolasi, « Space X refuse que l'armée de Kyiv utilise Starlink et lui coupe l'accès », *Libération*, 10 février 2023.



UQÀM | Département des sciences
juridiques

FACULTÉ DE SCIENCE POLITIQUE ET DE DROIT
Université du Québec à Montréal